

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2013/201300]

Extrait de l'arrêt n° 11/2013 du 21 février 2013

Numéro du rôle : 4687

En cause : le recours en annulation du décret de la Région wallonne du 3 avril 2009 « ratifiant le permis d'urbanisme délivré pour la construction de la jonction ' Parc-Sud ' du métro léger de Charleroi en application du décret du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général », introduit par la ville de Charleroi et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents R. Henneuse et M. Bossuyt, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels et P. Nihoul, assistée du greffier F. Meererschaut, présidée par le président R. Henneuse,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 21 avril 2009 et parvenue au greffe le 22 avril 2009, un recours en annulation du décret de la Région wallonne du 3 avril 2009 « ratifiant le permis d'urbanisme délivré pour la construction de la jonction ' Parc-Sud ' du métro léger de Charleroi en application du décret du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général » (publié au *Moniteur belge* du 16 avril 2009) a été introduit par la ville de Charleroi, représentée en application de l'article L1242-2 du Code wallon de la démocratie locale par les personnes suivantes, et par les personnes suivantes agissant en leur nom propre : André Lierneux, demeurant à 6000 Charleroi, Quai de Brabant 25, Jean-Noël Lorisignol, demeurant à 6000 Charleroi, rue du Pont Neuf 3, Henri Prevot, demeurant à 6000 Charleroi, rue de Marcinelle 91, Paul Catoir, demeurant à 6000 Charleroi, rue du Collège 9, Jean-Claude Nackers, demeurant à 6032 Charleroi, rue Hector Denis 83, et Alain Pelgrims, demeurant à 6032 Charleroi, rue du Mayeuri 18/55.

La demande de suspension du même décret, introduite par les mêmes parties requérantes, a été rejetée par l'arrêt n° 126/2009 du 16 juillet 2009, publié au *Moniteur belge* du 14 octobre 2009.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant au contexte du décret attaqué

B.1. Le recours en annulation est dirigé contre le décret du 3 avril 2009 « ratifiant le permis d'urbanisme délivré pour la construction de la jonction ' Parc-Sud ' du métro léger de Charleroi en application du décret du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général » (ci-après : le décret attaqué).

L'article unique de ce décret dispose :

« Le permis d'urbanisme délivré le 18 février 2009 par arrêté ministériel à la Société régionale wallonne du Transport (SRWT) et relatif à la construction de la jonction ' Parc-Sud ' du métro léger de Charleroi (MLC) avec construction d'un pont sur la Sambre, d'une ligne jusqu'à la gare du sud et d'un rond-point (Olof Palme), est ratifié ».

B.2.1. Le 11 décembre 2006, un permis d'urbanisme a été délivré à la Société régionale wallonne du Transport (SRWT) en vue de finaliser la boucle du métro entourant la ville de Charleroi.

B.2.2. Ce permis a fait l'objet d'une demande de suspension et d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat, introduits par des commerçants de la ville de Charleroi, particuliers et sociétés, dont les trois premiers requérants individuels dans le cadre de l'actuelle procédure.

Etaient notamment critiquées devant le Conseil d'Etat des lacunes de l'étude d'incidences et l'absence de prise en compte des objections soulevées dans le cadre de l'enquête publique.

La demande de suspension a été rejetée par l'arrêt n° 185.702 du 14 août 2008, pour défaut de démonstration du préjudice grave difficilement réparable.

Dans le cadre de la procédure en annulation, le premier auditeur a, dans son rapport déposé le 21 janvier 2009, estimé fondé le premier moyen pris de la violation de l'article 129 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (ci-après : CWATUP), en ce que la délibération du conseil communal précédant la délivrance du permis attaqué n'aurait pas pris en compte certaines variantes du projet; il n'a par conséquent pas examiné les autres moyens.

B.2.3. Parallèlement à ce recours, les six parties requérantes individuelles dans le cadre de l'actuelle procédure ont introduit devant le Tribunal de première instance de Charleroi, au nom de la ville de Charleroi, en application de l'article L1242-2 du Code wallon de la démocratie locale, une action en cessation environnementale fondée sur l'article 1^{er} de la loi du 12 janvier 1993 « concernant un droit d'action en matière de protection de l'environnement ».

La demande de cessation a été déclarée recevable, mais non fondée, et appel a été interjeté contre cette décision devant la Cour d'appel de Mons.

Dans leur mémoire complémentaire, les requérants concernés par l'action en cessation ont fait savoir que, dès lors que le métro a été mis en service fin février 2012, leur action en cessation avait perdu son objet, de sorte qu'ils se sont désistés.

B.3. Par arrêté ministériel du 18 février 2009, le ministre a retiré le permis du 11 décembre 2006 et octroyé un permis d'urbanisme à la SRWT.

L'article 1^{er} de cet arrêté dispose :

« Le permis d'urbanisme sollicité par la Société régionale wallonne du transport (S.R.W.T.), relatif à la construction de la jonction Parc-Sud du Métro Léger de Charleroi (MLC) avec construction d'un pont sur la Sambre, d'une ligne jusqu'à la gare du Sud et d'un rond-point (Olof Palm), délivré le 11 décembre 2006, est RETIRE.

Le retrait du permis d'urbanisme du 11 décembre 2006 ne prendra effet qu'à dater de la publication au *Moniteur belge* du présent permis d'urbanisme, lequel est délivré au terme de l'article 2 ».

Les travaux préparatoires du décret attaqué expliquent :

« Afin d'éviter, autant que faire se peut, l'arrêt de chantier, l'arrêté de chantier, l'arrêté ministériel du 18 février 2009 prévoit que le retrait d'acte ne prend effet [qu'à la date de publication] de la ratification du nouveau permis » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2008-2009, n° 933/2, p. 4).

B.4. Après avoir mentionné le rapport du premier auditeur du Conseil d'Etat concluant à une illégalité du permis délivré le 11 décembre 2006, l'exposé des motifs du décret attaqué explicite comme suit le contexte :

« Le conseil communal de Charleroi a d'initiative délibéré sur les questions de voirie afférentes au présent permis d'urbanisme ce 16 février 2009.

La théorie du retrait des actes administratifs permet à toute autorité administrative de retirer un acte administratif créateur de droits jusqu'à la clôture des débats lorsque celui-ci est attaqué auprès du Conseil d'Etat.

Le conseil communal a corrigé l'illégalité avancée par le premier auditeur du Conseil d'Etat dans son rapport. Dans ces conditions, l'autorité administrative peut procéder au retrait du permis d'urbanisme du 11 décembre 2006 et à la délivrance d'un nouveau permis d'urbanisme ayant le même objet.

Par arrêté ministériel daté du 18 février 2009, le permis d'urbanisme délivré le 11 décembre 2006 est retiré et, à nouveau, délivré sous conditions.

Conformément au décret du 17 juillet 2008, le permis d'urbanisme délivré le 18 février 2009 est donc présenté au Parlement en vue de sa ratification par ce dernier » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2008-2009, n° 933/1, p. 2).

Le ministre a également exposé :

« L'extension du métro de Charleroi et le développement d'une nouvelle mobilité à Charleroi représentent des investissements de 105 millions d'euros. La fermeture de la boucle constitue à elle seule un investissement de 24,5 millions d'euros, soit près d'un quart de l'investissement global.

Ces investissements participent incontestablement au processus de réduction de la consommation d'énergie et des émissions de CO₂, dans lequel la Région wallonne s'est inscrite » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2008-2009, n° 933/2, p. 3).

B.5. Par arrêt n° 193.238 du 12 mai 2009, le Conseil d'Etat a rejeté le recours en annulation dirigé contre le permis du 11 décembre 2006, en considérant que, compte tenu du décret attaqué, le recours avait « perdu son objet ».

B.6. Le recours en annulation est introduit par six habitants de la ville de Charleroi, agissant, d'une part, en leur nom propre et, d'autre part, au nom de la ville de Charleroi, en application de l'article L1242-2 du Code wallon de la démocratie locale.

L'article L1242-2 du Code wallon de la démocratie locale, qui constitue l'unique disposition de la section intitulée « Exercice par un contribuable des actions en justice appartenant à la commune », dispose :

« Un ou plusieurs habitants peuvent, au défaut du collège communal, ester en justice au nom de la commune, en offrant, sous caution, de se charger personnellement des frais du procès et de répondre des condamnations qui seraient prononcées.

La commune ne pourra transiger sur le procès sans l'intervention de celui ou de ceux qui auront poursuivi l'action en son nom ».

Dès lors qu'au moins une des parties requérantes justifie d'un intérêt à l'annulation du décret attaqué, il n'est pas nécessaire que la Cour se prononce sur la recevabilité du recours en ce qu'il est introduit au nom de la ville de Charleroi.

Quant au fond

B.7. Les parties requérantes invoquent quatre moyens. Dans leur deuxième moyen, pris de la violation de l'article 23 de la Constitution, combiné avec les articles 1^{er} et 9, paragraphes 2 ou 4, de la Convention d'Aarhus du 25 juin 1998 « sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement », les parties requérantes estiment que le décret attaqué porte atteinte au droit d'accès à la justice en matière d'environnement, en empêchant un recours permettant de contester la légalité quant au fond et quant à la procédure du permis délivré, ou, à tout le moins, méconnaît l'obligation de *standstill* s'imposant en matière de protection d'un environnement sain.

B.8.1. Comme son intitulé l'indique, le décret du 3 avril 2009 a été adopté conformément à la procédure prévue par les articles 1^{er} à 4 du décret du 17 juillet 2008 « relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général » (ci-après : le décret du 17 juillet 2008).

B.8.2. En adoptant les articles 1^{er} à 4 du décret du 17 juillet 2008, le législateur décrétole se réservait le pouvoir de délivrer, à partir du 25 juillet 2008, date de l'entrée en vigueur de ce décret, des autorisations urbanistiques et environnementales relatives aux catégories d'actes et de travaux énumérées à l'article 1^{er} du même décret attaqué au terme d'une procédure *sui generis*.

B.9.1. Par son arrêt n° 144/2012 du 22 novembre 2012, la Cour a annulé les articles 1^{er} à 4 du décret du 17 juillet 2008, en considérant fondé le moyen pris de la violation des articles 10, 11 et 23 de la Constitution lus en combinaison avec l'article 3, paragraphe 9, et avec l'article 9, paragraphes 2 à 4, de la Convention d'Aarhus précitée, ainsi qu'avec l'article 10bis de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 « concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ».

B.9.2. En ce qui concerne le contrôle juridictionnel des permis ratifiés, la Cour a jugé :

« B.9.1. Ces dispositions européennes et internationales exigent que la légalité des permis entrant dans leur champ d'application soit, en principe, contrôlée, quant au fond et quant à la procédure suivie, par une juridiction ou par tout autre organe indépendant et impartial.

B.9.2. Par son arrêt n° 30/2010, la Cour a interrogé la Cour de justice de l'Union européenne quant à l'interprétation à donner à ces dispositions.

Par son arrêt du 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, la Cour de justice a répondu :

' 45. Il résulte de l'article 2, paragraphe 2, de la convention d'Aarhus, lu en combinaison avec les articles 6 et 9 de celle-ci, ainsi que de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337 que ni cette convention ni cette directive ne s'appliquent aux projets adoptés par un acte législatif répondant aux conditions rappelées au point 31 du présent arrêt (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 50).

46. Pour les autres projets, c'est-à-dire ceux qui seraient adoptés soit par un acte qui n'est pas de nature législative, soit par un acte législatif qui ne répondrait pas à ces conditions, il découle du libellé même de l'article 9, paragraphe 2, de la convention d'Aarhus et de l'article 10bis de la directive 85/337 que les Etats doivent prévoir la possibilité d'un recours permettant de contester, devant une instance juridictionnelle ou un autre organe indépendant et impartial établi par la loi, la légalité, quant au fond ou à la procédure, des décisions, des actes ou des omissions relevant, respectivement, du champ d'application de l'article 6 de la convention d'Aarhus ou de la directive 85/337 (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 51).

47. Les Etats membres disposent, en vertu de leur autonomie procédurale et sous réserve du respect des principes d'équivalence et d'effectivité, d'une marge de manœuvre dans la mise en œuvre de l'article 9, paragraphe 2, de la convention d'Aarhus et de l'article 10bis de la directive 85/337. Il leur revient, en particulier, de déterminer quelle juridiction ou quel organe indépendant et impartial établi par la loi est compétent pour connaître des recours visés par ces dispositions et selon quelles modalités procédurales, pour autant que les dispositions susmentionnées ont été respectées (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 52).

48. L'article 9 de la convention d'Aarhus et l'article 10*bis* de la directive 85/337 perdraient cependant tout effet utile si la seule circonstance qu'un projet est adopté par un acte législatif ne répondant pas aux conditions rappelées au point 31 du présent arrêt avait pour conséquence de le soustraire à tout recours permettant de contester sa légalité, quant au fond ou à la procédure, au sens de ces textes (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 53) '.

B.9.3. Comme il a été indiqué en B.7.3 et B.7.4, le décret attaqué a pour effet que seule la Cour est compétente pour annuler ou suspendre les permis qui y sont visés.

Or, la Cour n'est pas compétente pour exercer un contrôle exhaustif, quant au fond et à la procédure, des actes qui précèdent la ratification ou l'adoption des permis en cause, même à l'égard des règles de droit international et européen contenues dans la Convention d'Aarhus ou dans la directive 85/337/CEE.

Si elle veille, par le biais des articles 10 et 11 de la Constitution, à ce que le législateur respecte son obligation de notification préalable à la Commission européenne, lorsque la violation de cette obligation constitue, au regard du droit de l'Union européenne, un vice de procédure fondamental, la Cour ne peut étendre les compétences qui lui ont été attribuées par le Constituant et le législateur spécial au-delà d'un tel contrôle formel et exercer elle-même le contrôle substantiel du respect des règles procédurales environnementales qui sont préalables à l'adoption de l'acte législatif attaqué.

B.9.4. L'étendue du contrôle de la Cour constitutionnelle ne peut par conséquent être assimilée à celle du contrôle du Conseil d'Etat, de sorte que la compétence de la juridiction constitutionnelle, telle qu'elle découle de la Constitution et de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, ne suffit pas pour satisfaire aux exigences de contrôle juridictionnel, lorsque les projets entrent dans le champ d'application de la Convention d'Aarhus et de la directive 85/337/CEE ».

B.9.3. En ce qui concerne l'étendue du champ d'application de la Convention d'Aarhus et de la directive 85/337/CEE précitée, la Cour a jugé :

« B.11. L'article 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus dispose que les organes ou institutions agissant dans l'exercice de pouvoirs judiciaires ou législatifs ne peuvent être assimilés à des 'autorités publiques' au sens de la Convention.

L'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337/CEE précitée disposait :

' La présente directive ne s'applique pas aux projets qui sont adoptés en détail par un acte législatif national spécifique, les objectifs poursuivis par la présente directive, y compris l'objectif de la mise à disposition d'informations, étant atteints à travers la procédure législative '.

L'article 2, paragraphe 4, de la directive 2011/92/UE précitée reproduit à l'identique cette disposition.

B.12.1. Interrogée par la Cour sur la portée des articles 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus et 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337/CEE, la Cour de justice a jugé :

' 30. Il découle de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337 que, lorsque les objectifs de cette directive sont atteints à travers une procédure législative, y compris celui de la mise à disposition d'informations, ladite directive ne s'applique pas au projet concerné (voir arrêts du 19 septembre 2000, *Linster*, C-287/98, Rec. p. I-6917, point 51, ainsi que *Boxus e.a.*, précité, point 36).

31. Cette disposition soumet à deux conditions l'exclusion d'un projet du champ d'application de la directive 85/337. La première exige que le projet soit adopté en détail par un acte législatif spécifique. Selon la seconde, les objectifs de cette directive, y compris celui de la mise à disposition d'informations, doivent être atteints à travers la procédure législative (voir arrêts du 16 septembre 1999, *WWF e.a.*, C-435/97, Rec. p. I-5613, point 57, ainsi que *Boxus e.a.*, précité, point 37).

32. S'agissant de la première condition, elle implique tout d'abord que le projet soit adopté par un acte législatif spécifique. A cet égard, il convient de relever que les notions de "projet" et d'"autorisation" sont définies à l'article 1^{er}, paragraphe 2, de la directive 85/337. Dès lors, un acte législatif adoptant un projet doit, pour entrer dans le champ d'application de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de cette directive, être spécifique et présenter les mêmes caractéristiques qu'une telle autorisation. Il doit notamment ouvrir au maître d'ouvrage le droit de réaliser le projet (voir arrêts précités *WWF e.a.*, point 58, ainsi que *Boxus e.a.*, point 38).

33. Le projet doit en outre être adopté en détail, à savoir de manière suffisamment précise et définitive, de sorte que l'acte législatif adoptant celui-ci doit comporter, à l'instar d'une autorisation, après leur prise en compte par le législateur, tous les éléments du projet pertinents au regard de l'évaluation des incidences sur l'environnement (voir arrêts précités *WWF e.a.*, point 59, ainsi que *Boxus e.a.*, point 39). L'acte législatif doit ainsi attester que les objectifs de la directive 85/337 ont été atteints en ce qui concerne le projet concerné (voir arrêts précités *Linster*, point 56, ainsi que *Boxus e.a.*, point 39).

34. Il en résulte qu'un acte législatif ne peut pas être considéré comme adoptant un projet en détail, au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337, lorsqu'il ne comporte pas les éléments nécessaires à l'évaluation des incidences de ce projet sur l'environnement ou qu'il nécessite l'adoption d'autres actes pour ouvrir au maître d'ouvrage le droit de réaliser le projet (voir arrêts précités *WWF e.a.*, point 62; *Linster*, point 57, ainsi que *Boxus e.a.*, point 40).

35. S'agissant de la seconde condition, il résulte de l'article 2, paragraphe 1, de la directive 85/337 que l'objectif essentiel de cette dernière est de garantir que les projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, notamment en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur localisation, soient, avant l'octroi d'une autorisation, soumis à une évaluation en ce qui concerne leurs incidences sur l'environnement (voir arrêts précités *Linster*, point 52, ainsi que *Boxus e.a.*, point 41).

36. Le sixième considérant de la directive 85/337 précise en outre que l'évaluation doit s'effectuer sur la base de l'information appropriée fournie par le maître d'ouvrage et éventuellement complétée par les autorités et par le public susceptibles d'être concernés par le projet (voir arrêts précités *WWF e.a.*, point 61; *Linster*, point 53, ainsi que *Boxus e.a.*, point 42).

37. Par suite, le législateur doit avoir à sa disposition, au moment de l'adoption du projet, une information suffisante. Il résulte de l'article 5, paragraphe 3, de la directive 85/337 et de l'annexe IV de celle-ci que les informations à fournir par le maître d'ouvrage comportent au minimum une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions, une description des mesures envisagées pour éviter et réduire des effets négatifs importants et, si possible, y remédier, ainsi que les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement (voir arrêts précités *Linster*, point 55, ainsi que *Boxus e.a.*, point 43).

38. Eu égard aux caractéristiques des procédures d'approbation d'un plan en plusieurs phases, la directive 85/337 ne s'oppose pas à ce qu'un même projet soit approuvé par deux actes de droit national, considérés ensemble comme une autorisation, au sens de son article 1^{er}, paragraphe 2 (voir, en ce sens, arrêt du 4 mai 2006, *Commission/Royaume-Uni*, C-508/03, Rec. p. I-3969, point 102). Par conséquent, le législateur peut, lors de l'adoption de l'acte final d'autorisation d'un projet, bénéficier des informations recueillies dans le cadre d'une procédure administrative préalable (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 44).

39. L'existence d'une telle procédure administrative ne saurait cependant avoir pour conséquence qu'un projet puisse être considéré comme adopté en détail par un acte législatif spécifique, conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337, si cet acte législatif ne respecte pas les deux conditions rappelées au point 31 du présent arrêt. Ainsi que la Cour l'a jugé au point 45 de l'arrêt *Boxus e.a.*, précité, un acte législatif qui ne ferait que "ratifier" purement et simplement un acte administratif préexistant, en se bornant à faire état de motifs impérieux d'intérêt général sans l'ouverture préalable d'une procédure législative au fond qui permette de respecter lesdites conditions, ne peut être considéré comme un acte législatif spécifique au sens de cette disposition et ne suffit donc pas pour exclure un projet du champ d'application de la directive 85/337.

40. En particulier, un acte législatif adopté sans que les membres de l'organe législatif aient eu à leur disposition les informations mentionnées au point 37 du présent arrêt ne saurait entrer dans le champ d'application de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337 (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 46).

41. Il appartient au juge national de déterminer si ces conditions ont été respectées. A cet effet, il doit tenir compte tant du contenu de l'acte législatif adopté que de l'ensemble de la procédure législative qui a conduit à son adoption et notamment des actes préparatoires et des débats parlementaires (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 47).

[...]

43. Il convient donc de répondre à la deuxième question que l'article 2, paragraphe 2, de la convention d'Aarhus et l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337 doivent être interprétés en ce sens que ne sont exclus des champs d'application respectifs de ces textes que les projets adoptés en détail par un acte législatif spécifique, de manière à ce que les objectifs desdits textes aient été atteints par la procédure législative. Il appartient au juge national de vérifier que ces deux conditions ont été respectées en tenant compte tant du contenu de l'acte législatif adopté que de l'ensemble de la procédure législative qui a conduit à son adoption et notamment des actes préparatoires et des débats parlementaires. A cet égard, un acte législatif qui ne ferait que "ratifier" purement et simplement un acte administratif préexistant, en se bornant à faire état de motifs impérieux d'intérêt général sans l'ouverture préalable d'une procédure législative au fond qui permette de respecter lesdites conditions, ne peut être considéré comme un acte législatif spécifique au sens de cette disposition et ne suffit donc pas pour exclure un projet des champs d'application respectifs de cette convention et de cette directive' (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.* précité).

B.12.2. Il ressort de cet arrêt qu'aux fins de pouvoir déterminer si un projet qui a fait l'objet d'un acte législatif entre ou non dans le champ d'application des exigences de contrôle juridictionnel quant au fond ou à la procédure, prévues par l'article 10bis de la directive 85/337/CÉE et rappelées en B.9.1 et B.9.2, le juge national doit vérifier si le projet respecte ou non les conditions d'application de l'article 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus, et de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive précitée, telles qu'elles ont été fixées par la Cour de justice.

Les exigences de contrôle juridictionnel ne s'imposent en effet qu'à l'égard des projets adoptés soit par un acte qui n'est pas de nature législative, soit par un acte législatif qui ne répondrait pas aux conditions de l'article 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus et de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive précitée (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, point 46); les actes législatifs spécifiques répondant aux conditions de l'arrêt *Solvay* précité, point 31, échappent quant à eux aux exigences de contrôle juridictionnel précitées.

B.12.3. Il ressort de l'arrêt *Solvay e.a.* précité que, pour satisfaire aux conditions de l'article 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus et de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive précitée, le projet doit, tout d'abord, être adopté en détail, de manière suffisamment précise et spécifique, par un acte législatif présentant les mêmes caractéristiques qu'une autorisation et permettant au maître de l'ouvrage de réaliser le projet, le législateur ayant pris en compte tous les éléments du projet pertinents au regard de l'évaluation des incidences sur l'environnement (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, points 32-33).

Par ailleurs, doivent être atteints les objectifs de la directive en matière d'évaluation des incidences sur l'environnement, notamment en ce qui concerne la mise à disposition d'informations par le maître de l'ouvrage, éventuellement complétées par les autorités et le public; pour ce faire, le législateur doit avoir eu à sa disposition, au moment de l'adoption du projet, une information suffisante, comprenant au minimum (1) une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions, (2) une description des mesures envisagées pour éviter et réduire des effets négatifs importants et, si possible, y remédier, ainsi que (3) les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets négatifs principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement (CJUE, 16 février 2012, *Solvay e.a.*, points 35-37).

A cet égard, le législateur peut bénéficier des informations recueillies dans le cadre de la procédure administrative préalable (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, point 38), mais ne peut se limiter à 'ratifier' purement et simplement un acte administratif préexistant, en se bornant à faire état de motifs impérieux d'intérêt général sans l'ouverture préalable d'une procédure législative au fond qui permette de respecter lesdites conditions (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, point 39).

B.13. Si, en principe, la Cour n'a pas la compétence de vérifier, fût-ce par le biais de son contrôle de compatibilité avec les articles 10 et 11 de la Constitution, la procédure parlementaire au terme de laquelle un acte législatif a été adopté, force est de constater que, dans le cas présent, la compétence de tenir compte 'tant du contenu de l'acte législatif adopté que de l'ensemble de la procédure législative qui a conduit à son adoption et notamment des actes préparatoires et des débats parlementaires' (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, point 41) découle de la nécessité de déterminer le champ d'application des exigences du droit de l'Union européenne mentionnées en B.9.1 et B.9.2.

Ce contrôle ne peut donc être assimilé ni à un contrôle matériel ni à un contrôle procédural de constitutionnalité de dispositions législatives, mais constitue un examen préalable, imposé par le droit de l'Union européenne, de la qualification de l'acte législatif attaqué ».

B.9.4. En ce qui concerne les articles 1^{er} à 4 du décret du 17 juillet 2008, la Cour a jugé :

« B.15.1. Contrairement aux ratifications contenues dans les articles 5 à 17, portant sur des projets spécifiques, les articles 1^{er} à 4 du décret attaqué se limitent à instaurer, comme il a été rappelé en B.7.2 et B.7.3, une procédure *sui generis*, applicable aux catégories de projets mentionnés dans l'article 1^{er} attaqué.

B.15.2. Telle qu'elle est organisée, cette procédure se limite à prévoir que le Parlement 'ratifie' le permis qui lui est soumis, et qu'à défaut, le permis est réputé non octroyé (article 3).

Aucune exigence n'est par ailleurs prévue quant aux modalités de délibération par le législateur décréteur, notamment quant au contenu du projet soumis à délibération ou quant aux documents devant être mis à la disposition des parlementaires.

De la sorte, la procédure instaurée par les articles 1^{er} à 4 du décret attaqué ne permet pas de garantir qu'il sera satisfait aux exigences du droit de l'Union européenne en matière d'acte législatif spécifique', rappelées en B.12 ».

B.10.1. Si la procédure de ratification prévue par les articles 1^{er} à 4 du décret du 17 juillet 2008, sur la base de laquelle le décret attaqué a été adopté, a été annulée par l'arrêt n° 144/2012 précité, il ne résulte toutefois pas de cette annulation que le décret attaqué doive, par voie de conséquence, être annulé également.

En effet, comme il a été indiqué en B.8.2, les articles 1^{er} à 4 du décret du 17 juillet 2008 instaurent une procédure *sui generis* au terme de laquelle le législateur décrétal se réservait le pouvoir de délivrer les permis d'urbanisme, les permis d'environnement et les permis uniques relatifs à certaines catégories d'actes et de travaux limitativement énumérées à l'article 1^{er} du décret; ces dispositions ne limitaient pas la liberté du législateur de ratifier ou de consolider un acte administratif indépendamment de l'existence de cette procédure *sui generis*.

B.10.2. Il résulte de ce qui précède que la Cour doit examiner si le décret attaqué peut être considéré comme un « acte législatif spécifique ».

B.11. Comme la Cour l'a rappelé dans son arrêt n° 144/2012, il ressort de l'arrêt *Solvay e.a.* précité que, pour satisfaire aux conditions de l'article 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus et de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive précitée, le projet doit, tout d'abord, être adopté en détail, de manière suffisamment précise et spécifique, par un acte législatif présentant les mêmes caractéristiques qu'une autorisation et permettant au maître de l'ouvrage de réaliser le projet, le législateur ayant pris en compte tous les éléments du projet pertinents au regard de l'évaluation des incidences sur l'environnement (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, points 32-33).

Par ailleurs, doivent être atteints les objectifs de la directive en matière d'évaluation des incidences sur l'environnement, notamment en ce qui concerne la mise à disposition d'informations par le maître de l'ouvrage, éventuellement complétées par les autorités et le public; pour ce faire, le législateur doit avoir eu à sa disposition, au moment de l'adoption du projet, une information suffisante, comprenant au minimum (1) une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions, (2) une description des mesures envisagées pour éviter et réduire des effets négatifs importants et, si possible, y remédier, ainsi que (3) les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement (*ibid.*, points 35-37).

A cet égard, le législateur peut bénéficier des informations recueillies dans le cadre de la procédure administrative préalable (*ibid.*, point 38), mais ne peut se limiter à « ratifier » purement et simplement un acte administratif préexistant, en se bornant à faire état de motifs impérieux d'intérêt général sans l'ouverture préalable d'une procédure législative au fond qui permette de respecter les conditions (*ibid.*, point 39).

B.12.1. Les travaux préparatoires du décret attaqué démontrent qu'il existait, au moment de l'adoption du décret attaqué, de nombreuses incertitudes quant au rôle des parlementaires dans le cadre de la procédure de ratification instaurée par le décret du 17 juillet 2008.

B.12.2. Ainsi, quelques mois avant l'adoption du décret attaqué, le ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial avait rappelé, dans le cadre des travaux préparatoires du premier décret pris en application de la procédure de ratification instaurée par le décret du 17 juillet 2008, qui concernait également le métro de Charleroi, que « par ce vote, le Parlement n'est pas amené à se substituer à l'autorité administrative, à savoir au Gouvernement et à son administration » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2008-2009, n° 844/2, p. 8), en concluant :

« Il n'appartient en effet pas aux Parlementaires de s'immiscer dans l'instruction du permis et du dossier ou encore d'examiner la complétude des études d'incidence ou de la CRAT. Il revient au Parlement de reconnaître si, oui ou non, le permis est d'intérêt général » (*ibid.*).

Certains parlementaires considéraient de même qu'ils « n'ont pas le pouvoir de modifier le permis [...] ou d'imposer de nouvelles conditions » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2008-2009, n° 933/2, p. 7), ou encore qu'« [à] partir du moment où, dans le décret DAR, il y a une liste de dossiers dits d'intérêt général, le Parlement n'aurait plus comme seul rôle que de dire oui ou non » (*ibid.*, p. 10); qu'il a été confirmé « que ce qui est discuté, ce sont les motifs impérieux d'intérêt général, et en aucune manière, les travaux d'exécution d'un permis », que la mission du parlementaire « consiste à juger si oui ou non, le travail proposé relève d'un motif impérieux d'intérêt général » (*ibid.*, p. 12), ou que les parlementaires n'ont pas à se « prononcer sur le fond du dossier » (*CRIC*, Parlement wallon, n° 81, 2008-2009, séance du lundi 16 mars 2009, p. 11), ou que le Parlement n'aurait « aucun pouvoir d'appréciation » (*ibid.*, p. 13).

B.12.3. Sans qu'il soit nécessaire d'examiner si et dans quelle mesure les parlementaires ont disposé de l'information suffisante rappelée en B.11, la Cour constate qu'au moment de l'adoption du décret attaqué, ils ne concevaient pas leur rôle dans le cadre de la ratification d'un permis comme impliquant une procédure législative au fond visant à l'adoption, en détail, d'un « acte législatif spécifique » au sens de l'article 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus et de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337/CEE précitée.

B.13. Le deuxième moyen est fondé.

Etant donné que les autres moyens ne pourraient aboutir à une annulation plus étendue, il n'y a pas lieu de les examiner.

B.14. Pour le surplus, la Cour constate que cette annulation ne concerne que la ratification législative opérée par le décret attaqué, et non l'octroi du permis par arrêté ministériel du 18 février 2009.

Par ces motifs,

la Cour

annule le décret de la Région wallonne du 3 avril 2009 « ratifiant le permis d'urbanisme délivré pour la construction de la jonction ' Parc-Sud ' du métro léger de Charleroi en application du décret du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général ».

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 21 février 2013.

Le greffier,

F. Meersschant

Le président,

R. Henneuse

GRONDWETTELIJK HOF

[2013/201300]

Uittreksel uit arrest nr. 11/2013 van 21 februari 2013

Rolnummer 4687

In zake : het beroep tot vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 3 april 2009 « houdende goedkeuring van de stedenbouwkundige vergunning toegekend voor de aanleg van de verbinding ' Parc-Sud ' van de lichte metro van Charleroi, overeenkomstig het decreet van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan », ingesteld door de stad Charleroi en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters R. Henneuse en M. Bossuyt, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels en P. Nihoul, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter R. Henneuse,

wijst na beraad het volgende arrest :

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 21 april 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 22 april 2009, is beroep tot vernietiging ingesteld van het decreet van het Waalse Gewest van 3 april 2009 « houdende goedkeuring van de stedenbouwkundige vergunning toegekend voor de aanleg van de verbinding ' Parc-Sud ' van de lichte metro van Charleroi, overeenkomstig het decreet van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 april 2009) door de stad Charleroi, vertegenwoordigd met toepassing van artikel L1242-2 van het Waalse Wetboek van de plaatselijke democratie door de hierna genoemde personen, en door de hierna genoemde personen handelend uit eigen naam : André Lierneux, wonende te 6000 Charleroi, Quai de Brabant 25, Jean-Noël Lorisignol, wonende te 6000 Charleroi, rue du Pont Neuf 3, Henri Prevot, wonende te 6000 Charleroi, rue de Marcinelle 91, Paul Catoir, wonende te 6000 Charleroi, rue du Collège 9, Jean-Claude Nackers, wonende te 6032 Charleroi, rue Hector Denis 83, en Alain Pelgrims, wonende te 6032 Charleroi, rue du Mayeuri 18/55.

De vordering tot schorsing van hetzelfde decreet, ingediend door dezelfde verzoekende partijen, is verworpen bij het arrest nr. 126/2009 van 16 juli 2009, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 oktober 2009.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de context van het bestreden decreet

B.1. Het beroep tot vernietiging is gericht tegen het decreet van 3 april 2009 « houdende goedkeuring van de stedenbouwkundige vergunning toegekend voor de aanleg van de verbinding ' Parc-Sud ' van de lichte metro van Charleroi, overeenkomstig het decreet van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan » (hierna : het bestreden decreet).

Het enige artikel van dat decreet bepaalt :

« De stedenbouwkundige vergunning die op 18 februari 2009 bij ministerieel besluit aan de ' Société régionale wallonne du Transport (S.R.W.T.) ' (Waalse Gewestelijke Vervoersmaatschappij) afgegeven werd met het oog op de aanleg van de verbinding ' Parc-Sud ' van de lichte metro van Charleroi (M.L.C.) met bouw van een brug op de Samber, van een lijn tot het Zuidstation en van een rotonde (Olof Palme) wordt goedgekeurd ».

B.2.1. Op 11 december 2006 is aan de « Société régionale wallonne du Transport » (SRWT) een stedenbouwkundige vergunning verstrekt om de metroring rond de stad Charleroi te voltooien.

B.2.2. Die vergunning heeft het voorwerp uitgemaakt van een vordering tot schorsing en een beroep tot nietigverklaring voor de Raad van State, ingesteld door handelaars van de stad Charleroi, particulieren en vennootschappen, waaronder de eerste drie individuele verzoekers in het kader van de onderhavige procedure.

Zij bekritiseerden voor de Raad van State met name lacunes in het milieueffectenrapport en het feit dat geen rekening is gehouden met de bezwaren die in het kader van het openbaar onderzoek zijn geformuleerd.

De vordering tot schorsing is verworpen bij het arrest nr. 185.702 van 14 augustus 2008, wegens het niet aantonen van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel.

In het kader van de vernietigingsprocedure heeft de eerste auditeur in zijn verslag, neergelegd op 21 januari 2009, het eerste middel, afgeleid uit de schending van artikel 129 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium (hierna : WWROSP), gegrond geacht, in zoverre het besluit van de gemeenteraad voorafgaand aan de toekenning van de bestreden vergunning geen rekening zou hebben gehouden met bepaalde varianten van het project; hij heeft de andere middelen bijgevolg niet onderzocht.

B.2.3. Parallel met dat beroep hebben de zes individuele verzoekende partijen in het kader van de onderhavige procedure voor de Rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, namens de stad Charleroi, met toepassing van artikel L1242-2 van het Waalse Wetboek van de plaatselijke democratie, een vordering tot staking inzake leefmilieu ingesteld op grond van artikel 1 van de wet van 12 januari 1993 « betreffende een vorderingsrecht inzake bescherming van het leefmilieu ».

De vordering tot staking is ontvankelijk, maar niet gegrond verklaard en tegen die beslissing is voor het Hof van Beroep te Bergen hoger beroep ingesteld.

In hun aanvullende memorie hebben de bij de vordering tot staking betrokken verzoekende partijen laten weten dat, aangezien de metro eind februari 2012 in gebruik is genomen, hun vordering tot staking zonder voorwerp was geworden, zodat zij afstand hebben gedaan.

B.3. Bij ministerieel besluit van 18 februari 2009 heeft de minister de vergunning van 11 december 2006 ingetrokken en aan de SRWT een stedenbouwkundige vergunning verleend.

Artikel 1 van dat besluit bepaalt :

« De door de ' Société régionale wallonne du Transport (S.R.W.T.) ' aangevraagde stedenbouwkundige vergunning met het oog op de aanleg van de verbinding ' Parc-Sud ' van de lichte metro van Charleroi (M.C.L.) met bouw van een brug op de Samber, van een lijn tot het Zuidstation en van een rotonde (Olof Palme), afgegeven op 11 december 2006, wordt ingetrokken.

De intrekking van de stedenbouwkundige vergunning van 11 december 2006 zal pas in werking treden op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de onderhavige stedenbouwkundige vergunning, die is afgegeven krachtens artikel 2 ».

In de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet wordt uiteengezet :

« Teneinde zoveel mogelijk de stopzetting van de werken te voorkomen, bepaalt het ministerieel besluit van 18 februari 2009 dat de intrekking van de handeling pas in werking treedt op de datum waarop de bekrachtiging van de nieuwe vergunning wordt bekendgemaakt » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2008-2009, nr. 933/2, p. 4).

B.4. Na melding te hebben gemaakt van het verslag van de eerste auditeur van de Raad van State die tot een onwettigheid van de op 11 december 2006 verstrekte vergunning besluit, wordt de context in de memorie van toelichting van het bestreden decreet als volgt verduidelijkt :

« De gemeenteraad van Charleroi heeft op 16 februari 2009 het initiatief genomen om te beraadslagen over de verkeersaangelegenheden met betrekking tot de onderhavige stedenbouwkundige vergunning.

De theorie van de intrekking van de administratieve handelingen maakt het elke administratieve overheid mogelijk een administratieve handeling in te trekken die rechten doet ontstaan tot de sluiting van de debatten wanneer zij wordt bestreden voor de Raad van State.

De gemeenteraad heeft de door de eerste auditeur van de Raad van State in zijn verslag aangevoerde onwettigheid gecorrigeerd. Onder die voorwaarden kan de administratieve overheid de stedenbouwkundige vergunning van 11 december 2006 intrekken en een nieuwe stedenbouwkundige vergunning met hetzelfde voorwerp verstrekken.

Bij ministerieel besluit *de dato* 18 februari 2009 wordt de op 11 december 2006 verstrekte stedenbouwkundige vergunning ingetrokken en opnieuw onder voorwaarden verstrekt.

Overeenkomstig het decreet van 17 juli 2008 wordt de op 18 februari 2009 verstrekte stedenbouwkundige vergunning dus voorgelegd aan het Parlement met het oog op de bekrachtiging ervan door dat laatstgenoemde » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2008-2009, nr. 933/1, p. 2).

De minister heeft eveneens uiteengezet :

« De uitbreiding van de metro van Charleroi en de ontwikkeling van een nieuwe mobiliteit in Charleroi vertegenwoordigen investeringen van 105 miljoen euro. De sluiting van de ring vormt op zich een investering van 24,5 miljoen euro, dat is bijna een vierde van de totale investering.

Die investeringen dragen onbetwistbaar bij tot de vermindering van het energieverbruik en de uitstoot van CO₂, proces waaraan het Waalse Gewest deelneemt » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2008-2009, nr. 933/2, p. 3).

B.5. Bij arrest nr. 193.238 van 12 mei 2009 heeft de Raad van State het beroep tot nietigverklaring van de vergunning van 11 december 2006 verworpen, overwegende dat het beroep, gelet op het bestreden decreet, « zonder voorwerp » was geworden.

B.6. Het beroep tot vernietiging is ingesteld door zes inwoners van de stad Charleroi die, enerzijds, uit eigen naam en, anderzijds, namens de stad Charleroi handelen met toepassing van artikel L1242-2 van het Waalse Wetboek van de plaatselijke democratie.

Artikel L1242-2 van het Waalse Wetboek van de plaatselijke democratie, dat de enige bepaling is van de afdeling met als titel « Uitoefening door een belastingplichtige van de rechtsvorderingen die aan de gemeente toebehoren », bepaalt :

« Wanneer het college van burgemeester en schepenen niet in rechte optreedt, kunnen een of meer inwoners in rechte optreden namens de gemeente, mits zij onder zekerheidsstelling aanbieden om persoonlijk de kosten van het geding te dragen en in te staan voor de veroordelingen die mochten worden uitgesproken.

De gemeente kan ten aanzien van het geding geen dading treffen zonder medewerking van de inwoner of de inwoners die het geding in haar naam heeft hebben uitgevoerd ».

Daar minstens één van de verzoekende partijen doet blijken van een belang bij de vernietiging van het bestreden decreet is het niet nodig dat het Hof zich uitspreekt over de ontvankelijkheid van het beroep in zoverre het is ingesteld namens de stad Charleroi.

Ten gronde

B.7. De verzoekende partijen voeren vier middelen aan. In hun tweede middel, dat is afgeleid uit de schending van artikel 23 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 1 en 9, leden 2 of 4, van het Verdrag van Aarhus van 25 juni 1998 « betreffende toegang tot informatie, inspraak in besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden », zijn de verzoekende partijen van mening dat het bestreden decreet het recht op toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden aantast, doordat het verhindert dat beroep wordt ingesteld om de materiële en formele rechtmatigheid van de verstrekte vergunning te bestrijden, of op zijn minst de *standstill*-verplichting schendt die inzake bescherming van een gezond leefmilieu geldt.

B.8.1. Zoals het opschrift aangeeft, is het decreet van 3 april 2009 aangenomen overeenkomstig de procedure bepaald in de artikelen 1 tot 4 van het decreet van 17 juli 2008 « betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan » (hierna : decreet van 17 juli 2008).

B.8.2. Met de artikelen 1 tot 4 van het bestreden decreet van 17 juli 2008 behield de decreetgever zich de bevoegdheid voor om vanaf 25 juli 2008, datum van inwerkingtreding van dat decreet, stedenbouwkundige vergunningen en milieuvergunningen betreffende categorieën van handelingen en werken opgesomd in artikel 1 van hetzelfde decreet uit te reiken na afloop van een procedure *sui generis*.

B.9.1. Met zijn arrest nr. 144/2012 van 22 november 2012 heeft het Hof de artikelen 1 tot 4 van het decreet van 17 juli 2008 vernietigd waarbij het het middel afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 3, lid 9, en artikel 9, leden 2 tot 4, van het voormelde Verdrag van Aarhus, alsook met artikel 10bis van de richtlijn 85/337/EEG van 27 juni 1995 « betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten », gegrond heeft bevonden.

B.9.2. Ten aanzien van de jurisdictionele toetsing van de goedgekeurde vergunningen heeft het Hof geoordeeld :

« B.9.1. Die Europese en internationale bepalingen vereisen dat de rechtmatigheid van de vergunningen die onder het toepassingsgebied ervan vallen, in beginsel ten gronde en wat de gevolgde procedure betreft, wordt getoetst door een rechtscollege of door enig ander onafhankelijk en onpartijdig orgaan.

B.9.2. Met zijn arrest nr. 30/2010 heeft het Hof aan het Hof van Justitie van de Europese Unie vragen gesteld over de interpretatie die aan die bepalingen dient te worden gegeven.

Bij zijn arrest van 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, heeft het Hof van Justitie geantwoord :

' 45. Uit artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus, gelezen in samenhang met de artikelen 6 en 9 ervan, alsmede uit artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337 blijkt dat noch dit verdrag noch deze richtlijn van toepassing is op projecten die worden aangenomen bij een wetgevingshandeling die voldoet aan de in punt 31 van dit arrest genoemde voorwaarden (zie arrest Boxus e.a., reeds aangehaald, punt 50).

46. Met betrekking tot andere projecten, dat wil zeggen projecten die worden aangenomen bij een andere dan een wetgevingshandeling of bij een wetgevingshandeling die deze voorwaarden niet vervult, volgt reeds uit de bewoordingen van artikel 9, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en artikel 10bis van richtlijn 85/337 dat de lidstaten dienen te voorzien in een beroepsmogelijkheid bij een rechterlijke instantie of een ander bij wet ingesteld onafhankelijk en onpartijdig orgaan om de materiële of formele rechtmatigheid aan te vechten van enig besluit, handelen of nalaten dat binnen de werkingssfeer van artikel 6 van het Verdrag van Aarhus of van richtlijn 85/337 valt (zie arrest Boxus e.a., punt 51).

47. Op grond van hun procedurele autonomie en mits zij het gelijkwaardigheids- en het effectiviteitsbeginsel eerbiedigen, beschikken de lidstaten bij de uitvoering van artikel 9, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en artikel 10bis van richtlijn 85/337 over speelruimte. Met name is het hun zaak te bepalen welke rechterlijke instantie of welk bij wet ingesteld onafhankelijk en onpartijdig orgaan bevoegd is om kennis te nemen van de in die bepalingen bedoelde beroepen en volgens welke procedureregels uitspraak wordt gedaan, voor zover de voormelde bepalingen in acht zijn genomen (zie arrest Boxus e.a., punt 52).

48. Artikel 9 van het Verdrag van Aarhus en artikel 10bis van richtlijn 85/337 zouden evenwel ieder nuttig effect verliezen wanneer het enkele feit dat een project wordt vastgesteld bij een wetgevingshandeling die niet aan de in punt 31 van dit arrest genoemde voorwaarden voldoet, meebrengt dat tegen deze handeling geen enkele beroepsmogelijkheid in de zin van die bepalingen openstaat om de materiële of formele rechtmatigheid ervan aan te vechten (zie arrest Boxus e.a., punt 53) '.

B.9.3. Zoals werd aangegeven in B.7.3 en B.7.4, heeft het bestreden decreet tot gevolg dat alleen het Hof bevoegd is om de daarin bedoelde vergunningen te vernietigen of te schorsen.

Het Hof is echter niet bevoegd om een exhaustieve materiële en formele toetsing uit te voeren van de handelingen ter voorbereiding van de bekrachtiging of de aanneming van de in het geding zijnde vergunningen, zelfs aan de regels van internationaal en Europees recht die vervat zijn in het Verdrag van Aarhus of in de richtlijn 85/337/EEG.

Hoewel het Hof, via de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, erop toeziet dat de wetgever zijn verplichting van voorafgaande aanmelding bij de Europese Commissie in acht neemt, kan het, wanneer de schending van die verplichting, ten aanzien van het recht van de Europese Unie, een fundamentele procedurefout vormt, de bevoegdheden die door de Grondwetgever en de bijzondere wetgever aan het Hof werden toegewezen, niet uitbreiden zodat ze een dergelijke formele toetsing overstijgen, en zelf de materiële toetsing uitvoeren van de inachtneming van de procedureregels in milieuaangelegenheden die voorafgaan aan de aanneming van de bestreden wetgevingshandeling.

B.9.4. De omvang van de toetsing door het Grondwettelijk Hof kan bijgevolg niet worden gelijkgesteld met die van de toetsing door de Raad van State, zodat de bevoegdheid van het grondwettelijke rechtscollege zoals die voortvloeit uit de Grondwet en uit de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, niet volstaat om te voldoen aan de vereisten inzake rechterlijke toetsing, wanneer de projecten binnen de werkingssfeer van het Verdrag van Aarhus en van de richtlijn 85/337/EEG vallen ».

B.9.3. Ten aanzien van de omvang van het toepassingsgebied van het Verdrag van Aarhus en van de voormelde richtlijn 85/337/EEG heeft het Hof geoordeeld :

« B.11. Artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus bepaalt dat de organen of instellingen die optreden in een rechterlijke of wetgevende hoedanigheid niet kunnen worden gelijkgesteld met « overheidsinstanties » in de zin van het Verdrag.

Artikel 1, lid 5, van de voormelde richtlijn 85/337/EEG bepaalde :

' Deze richtlijn is niet van toepassing op projecten die in detail worden aangenomen via een specifieke nationale wet, aangezien de doelstellingen die met de onderhavige richtlijn worden nagestreefd, met inbegrip van de verstrekking van gegevens, dan worden bereikt via de wetgevingsprocedure '.

Artikel 1, lid 4, van de voormelde richtlijn 2011/92/EU herhaalt die bepaling.

B.12.1. Door het Hof ondervraagd over de draagwijdte van artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en artikel 1, lid 5, van de richtlijn 85/337/EEG, heeft het Hof van Justitie geoordeeld :

' 30. Artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337 houdt in dat deze richtlijn, wanneer de doelstellingen ervan, met inbegrip van de verstrekking van gegevens, via een wetgevingsprocedure worden bereikt, niet van toepassing is op het betrokken project (zie arrest van 19 september 2000, Linster, C-287/98, Jurispr. blz. I-6917, punt 51, en arrest Boxus e.a., reeds aangehaald, punt 36).

31. Deze bepaling stelt de uitsluiting van een project van de werkingssfeer van richtlijn 85/337 afhankelijk van twee voorwaarden. De eerste voorwaarde is, dat het project in detail wordt aangenomen via een specifieke wet. De tweede voorwaarde is, dat de doelstellingen van deze richtlijn, daaronder begrepen die van de verstrekking van gegevens, via de wetgevingsprocedure worden bereikt (zie arrest van 16 september 1999, WWF e.a., C-435/97, Jurispr. blz. I-5613, punt 57, en arrest Boxus e.a., punt 37).

32. De eerste voorwaarde impliceert om te beginnen dat het project via een specifieke wetgevingshandeling wordt vastgesteld. Dienaangaande zij erop gewezen dat de begrippen " project " en " vergunning " in artikel 1, lid 2, van richtlijn 85/337 worden omschreven. Bijgevolg valt een wetgevingshandeling houdende vaststelling van een project slechts binnen de werkingssfeer van artikel 1, lid 5, van deze richtlijn, wanneer zij specifiek is en dezelfde kenmerken als een dergelijke vergunning heeft. De wetgevingshandeling moet met name de opdrachtgever het recht geven om het project uit te voeren (zie reeds aangehaalde arresten WWF e.a., punt 58, en Boxus e.a., punt 38).

33. Verder moet het project tot in detail - dat wil zeggen voldoende nauwkeurig en definitief - worden vastgesteld, zodat de wetgevingshandeling tot vaststelling ervan, net als een vergunning, alle door de wetgever in aanmerking genomen onderdelen moet omvatten die relevant zijn voor de beoordeling van de milieueffecten (zie arresten WWF e.a., punt 59, en Boxus e.a., punt 39). Uit de wetgevingshandeling moet dus blijken dat de doelstellingen van richtlijn 85/337 in het geval van het betrokken project zijn bereikt (zie reeds aangehaalde arresten Linster, punt 56, en Boxus e.a., punt 39).

34. Uit het voorgaande volgt dat een wetgevingshandeling niet kan worden geacht een project in detail te hebben aangenomen in de zin van artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337, wanneer zij niet ziet op alle onderdelen van het project die nodig zijn om de milieueffecten te beoordelen, of de vaststelling van andere handelingen vergt om de opdrachtgever het recht te geven het project te verwezenlijken (zie arresten WWF e.a., punt 62; Linster, punt 57, en Boxus e.a., punt 40).

35. Aangaande de tweede voorwaarde blijkt uit artikel 2, lid 1, van richtlijn 85/337 dat de belangrijkste doelstelling van richtlijn 85/337 is, dat de projecten die een aanzienlijk milieueffect kunnen hebben, met name gezien hun aard, omvang of ligging, vóór de verlening van de vergunning worden onderworpen aan een beoordeling van die effecten (zie arresten Linster, punt 52, en Boxus e.a., punt 41).

36. De vijfde overweging van de considerans van richtlijn 85/337 preciseert voorts dat de beoordeling dient plaats te vinden aan de hand van passende informatie die door de opdrachtgever wordt verstrekt en eventueel wordt aangevuld door de autoriteiten en het publiek voor wie het project gevolgen kan hebben (zie arresten WWF e.a., punt 61; Linster, punt 53, en Boxus e.a., punt 42).

37. Bijgevolg dient de wetgever, wanneer het project wordt aangenomen, over voldoende informatie te beschikken. Ingevolge artikel 5, lid 3, van richtlijn 85/337 en bijlage IV daarbij moet de door de opdrachtgever te verstrekken informatie ten minste een beschrijving van het project bevatten, met informatie omtrent vestigingsplaats, aard en omvang van het project, een beschrijving van de beoogde maatregelen om aanzienlijke nadelige effecten te vermijden, te beperken en zo mogelijk te verhelpen, en de nodige gegevens om de vermoedelijke significante milieueffecten van het project te kunnen bepalen en beoordelen (zie arresten Linster, punt 55, en Boxus e.a., punt 43).

38. Gelet op de kenmerken van procedures ter goedkeuring van een ontwerp in meerdere fasen, verzet richtlijn 85/337 zich niet ertegen dat één enkel project wordt goedgekeurd bij twee handelingen van nationaal recht, die samen als een vergunning in de zin van artikel 1, lid 2, ervan worden beschouwd (zie in die zin arrest van 4 mei 2006, Commissie/Verenigd Koninkrijk, C-508/03, Jurispr. blz. I-3969, punt 102). Bijgevolg kan de wetgever bij de vaststelling van de definitieve handeling tot goedkeuring van een project steunen op informatie die in het kader van een voorafgaande administratieve procedure is verzameld (zie arrest Boxus e.a., punt 44).

39. Het bestaan van een dergelijke administratieve procedure kan evenwel niet ertoe leiden dat een project kan worden geacht overeenkomstig artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337 in detail bij een specifieke wet te zijn aangenomen, wanneer die wet niet de twee in punt 31 van het onderhavige arrest genoemde voorwaarden vervult. Zoals het Hof heeft geoordeeld in punt 45 van het reeds aangehaalde arrest Boxus e.a. kan een wetgevingshandeling die een reeds bestaande bestuurshandeling zuiver en eenvoudig "ratificeert", en daarbij louter gewag maakt van dringende redenen van algemeen belang zonder dat eerst een wetgevingsprocedure ten gronde is gevoerd om aan die voorwaarden te voldoen, derhalve niet als een specifieke wet in de zin van deze bepaling worden aangemerkt, zodat zij niet volstaat om een project van de werkingssfeer van richtlijn 85/337 uit te sluiten.

40. In het bijzonder kan een wetgevingshandeling die is aangenomen zonder dat de leden van het wetgevingsorgaan over de in punt 37 van het onderhavige arrest vermelde informatie beschikken, niet binnen de werkingssfeer van artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337 vallen (zie arrest Boxus e.a., punt 46).

41. Het staat aan de nationale rechter, uit te maken of deze voorwaarden zijn vervuld. Daarbij moet hij rekening houden zowel met de inhoud van de wetgevingshandeling als met de volledige wetgevingsprocedure die tot de vaststelling ervan heeft geleid, in het bijzonder met de voorbereidende handelingen en de parlementaire debatten (zie arrest Boxus e.a., punt 47).

[...]

43. Derhalve dient op de tweede vraag te worden geantwoord dat artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337 aldus moeten worden uitgelegd dat van de respectieve werkingssferen van deze teksten enkel projecten zijn uitgesloten die in detail worden aangenomen via een specifieke wet, zodat de met deze teksten nagestreefde doelen via de wetgevingsprocedure zijn bereikt. Het staat aan de nationale rechter om, rekening houdend zowel met de inhoud van de vastgestelde wet als met de volledige wetgevingsprocedure die tot de vaststelling ervan heeft geleid, in het bijzonder met de voorbereidende handelingen en de parlementaire debatten, na te gaan of aan deze twee voorwaarden is voldaan. In dit verband kan een wet die een reeds bestaande bestuurshandeling zuiver en eenvoudig "ratificeert", en daarbij louter gewag maakt van dringende redenen van algemeen belang zonder dat eerst een wetgevingsprocedure ten gronde is gevoerd om aan die voorwaarden te voldoen, niet als een specifieke wet in de zin van deze bepaling worden aangemerkt, zodat een dergelijke wet niet volstaat om een project van de respectieve werkingssferen van dat verdrag en van die richtlijn uit te sluiten ' (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.* voormeld).

B.12.2. Uit dat arrest blijkt dat teneinde te kunnen bepalen of een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een wetgevingshandeling al dan niet binnen de werkingssfeer valt van de vereisten inzake materiële of formele rechterlijke toetsing bedoeld in artikel 10bis van de richtlijn 85/337/EEG en in herinnering gebracht in B.9.1 en B.9.2, de nationale rechter dient na te gaan of met het project de voorwaarden voor de toepassing van artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en van artikel 1, lid 5, van de voormelde richtlijn, zoals zij werden vastgelegd door het Hof van Justitie, al dan niet in acht zijn genomen.

De vereisten inzake rechterlijke toetsing zijn immers slechts opgelegd ten aanzien van de projecten die worden aangenomen bij een andere dan een wetgevingshandeling of bij een wetgevingshandeling die de voorwaarden van artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en van artikel 1, lid 5, van de voormelde richtlijn niet vervult (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punt 46); de specifieke wetgevingshandelingen die beantwoorden aan de voorwaarden van het voormelde arrest *Solvay*, punt 31, ontsnappen aan de voormelde vereisten inzake rechterlijke toetsing.

B.12.3. Uit het voormelde arrest *Solvay e.a.* blijkt dat, om te voldoen aan de voorwaarden van artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en van artikel 1, lid 5, van de voormelde richtlijn, het project om te beginnen tot in detail moet worden vastgesteld, voldoende nauwkeurig en specifiek, door een wetgevingshandeling die dezelfde kenmerken als een vergunning heeft en die de opdrachtgever toelaat het project uit te voeren, waarbij de wetgever alle onderdelen van het project die relevant zijn voor de beoordeling van de milieueffecten in aanmerking heeft genomen (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punten 32-33).

Bovendien moeten de doelstellingen van de richtlijn inzake milieueffectbeoordeling worden bereikt, met name voor wat betreft de terbeschikkingstelling van informatie door de opdrachtgever, eventueel aangevuld door de autoriteiten en het publiek; daartoe dient de wetgever, wanneer het project wordt aangenomen, over voldoende informatie te beschikken die ten minste (1) een beschrijving van het project bevat, met informatie omtrent vestigingsplaats, aard en omvang van het project, (2) een beschrijving van de beoogde maatregelen om aanzienlijke nadelige effecten te vermijden, te beperken en zo mogelijk te verhelpen, en (3) de nodige gegevens om de vermoedelijke significante milieueffecten van het project te kunnen bepalen en beoordelen (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punten 35-37).

In dat opzicht kan de wetgever steunen op informatie die in het kader van de voorafgaande administratieve procedure is verzameld (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punt 38), maar kan hij niet zich ertoe beperken een reeds bestaande bestuurshandeling zuiver en eenvoudig te "ratificeren", en daarbij louter gewag te maken van dwingende redenen van algemeen belang zonder dat eerst een wetgevingsprocedure ten gronde is gevoerd om aan die voorwaarden te voldoen (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punt 39).

B.13. Hoewel het Hof in beginsel niet bevoegd is om, al was het maar via zijn toetsing van de bestaanbaarheid met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, de parlementaire procedure te controleren aan het eind waarvan een wetgevingshandeling werd aangenomen, dient te worden vastgesteld dat in het onderhavige geval de bevoegdheid om rekening te houden ' zowel met de inhoud van de wetgevingshandeling als met de volledige wetgevingsprocedure die tot de vaststelling ervan heeft geleid, in het bijzonder met de voorbereidende handelingen en de parlementaire debatten ' (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punt 41) voortvloeit uit de noodzaak de werkingssfeer van de in B.9.1 en B.9.2 vermelde vereisten van het recht van de Europese Unie te bepalen.

Die controle kan dus noch met een materiële toetsing, noch met een procedurele toetsing van de grondwettigheid van wetkrachtige bepalingen worden gelijkgesteld, maar vormt een voorafgaand onderzoek, opgelegd bij het recht van de Europese Unie, van de kwalificatie van de bestreden wetgevingshandeling ».

B.9.4. Ten aanzien van de artikelen 1 tot 4 van het decreet van 17 juli 2008 heeft het Hof beslist :

« B.15.1. In tegenstelling tot de bekrachtigingen vervat in de artikelen 5 tot 17, die betrekking hebben op specifieke projecten, beperken de artikelen 1 tot 4 van het bestreden decreet zich ertoe om, zoals in B.7.2 en B.7.3 in herinnering is gebracht, een procedure *sui generis* in te voeren, die van toepassing is op de categorieën van projecten die zijn vermeld in het bestreden artikel 1.

B.15.2. Zoals zij is georganiseerd, beperkt die procedure zich ertoe te bepalen dat het Parlement de vergunning die aan het Parlement wordt voorgelegd 'ratificeert' en dat bij ontstentenis ervan, de vergunning geacht wordt niet te zijn verstrekt (artikel 3).

Er is overigens geen enkele vereiste bepaald ten aanzien van de nadere regels inzake beraadslaging door de decreetgever, in het bijzonder ten aanzien van de inhoud van het project dat aan beraadslaging wordt onderworpen of ten aanzien van de documenten die ter beschikking van de parlementsleden dienen te worden gesteld.

Aldus maakt de procedure ingesteld bij de artikelen 1 tot 4 van het bestreden decreet het niet mogelijk te waarborgen dat zal zijn voldaan aan de in B.12 herinnering gebrachte vereisten van het recht van de Europese Unie inzake 'specifieke wetgevingshandelingen' ».

B.10.1. Hoewel de bij de artikelen 1 tot 4 van het decreet van 17 juli 2008 bepaalde goedkeuringsprocedure, op basis waarvan het bestreden decreet is aangenomen, is vernietigd bij het voormelde arrest nr. 144/2012, vloeit uit die vernietiging evenwel niet voort dat het bestreden decreet bij wege van gevolgtrekking eveneens dient te worden vernietigd.

Immers, zoals aangegeven in B.8.2, voerden de artikelen 1 tot 4 van het decreet van 17 juli 2008 een procedure *sui generis* in na afloop waarvan de decreetgever zich de bevoegdheid voorbehield om de stedenbouwkundige vergunningen, de milieuvergunningen en de globale vergunningen met betrekking tot bepaalde categorieën van handelingen en werken die limitatief zijn opgesomd in artikel 1 van het decreet te verlenen; die bepalingen beperkten de vrijheid van de wetgever om een administratieve handeling goed te keuren of te consolideren los van het bestaan van die procedure *sui generis* niet.

B.10.2. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat het Hof moet nagaan of het bestreden decreet kan worden beschouwd als een « specifieke wetgevingshandeling ».

B.11. Zoals het Hof eraan heeft herinnerd in zijn arrest nr. 144/2012 blijkt uit het voormelde arrest *Solvay e.a.* dat, om te voldoen aan de voorwaarden van artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en van artikel 1, lid 5, van de voormelde richtlijn, het project om te beginnen tot in detail moet worden vastgesteld, voldoende nauwkeurig en specifiek, door een wetgevingshandeling die dezelfde kenmerken als een vergunning heeft en die de opdrachtgever toelaat het project uit te voeren, waarbij de wetgever alle onderdelen van het project die relevant zijn voor de beoordeling van de milieueffecten in aanmerking heeft genomen (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punten 32-33).

Bovendien moeten de doelstellingen van de richtlijn inzake milieueffectbeoordeling worden bereikt, met name wat betreft de terbeschikkingstelling van informatie door de opdrachtgever, eventueel aangevuld door de autoriteiten en het publiek; daartoe dient de wetgever, wanneer het project wordt aangenomen, over voldoende informatie te beschikken die ten minste (1) een beschrijving van het project bevat, met informatie omtrent vestigingsplaats, aard en omvang van het project, (2) een beschrijving van de beoogde maatregelen om aanzienlijke nadelige effecten te vermijden, te beperken en zo mogelijk te verhelpen, en (3) de nodige gegevens om de vermoedelijke significante milieueffecten van het project te kunnen bepalen en beoordelen (*ibid.*, punten 35-37).

In dat opzicht kan de wetgever steunen op informatie die in het kader van de voorafgaande administratieve procedure is verzameld (*ibid.*, punt 38), maar kan hij niet zich ertoe beperken een reeds bestaande bestuurshandeling zuiver en eenvoudig te « ratificeren », en daarbij louter gewag te maken van dwingende redenen van algemeen belang zonder dat eerst een wetgevingsprocedure ten gronde is gevoerd om aan de voorwaarden te voldoen (*ibid.*, punt 39).

B.12.1. Uit de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet blijkt dat, op het ogenblik van de aanneming van het bestreden decreet, talrijke onzekerheden bestonden ten aanzien van de rol van de parlementsleden in het kader van de bij het decreet van 17 juli 2008 ingevoerde goedkeuringsprocedure.

B.12.2. Aldus had de minister van Huisvesting, Transport en Ruimtelijke Ontwikkeling enkele maanden vóór de aanneming van het bestreden decreet in het kader van de parlementaire voorbereiding betreffende het eerste decreet genomen met toepassing van de goedkeuringsprocedure ingevoerd bij het decreet van 17 juli 2008, dat eveneens betrekking had op de metro van Charleroi, eraan herinnerd dat « het Parlement met die goedkeuring niet ertoe wordt gebracht de plaats in te nemen van de administratieve overheid, namelijk de Regering en haar administratie » (*Parl. St., Waals Parlement, 2008-2009, nr. 844/2, p. 8*), waarbij hij besloot :

« Het staat immers niet aan de parlementsleden zich te mengen in het onderzoek van de vergunning en van het dossier, of nog, de volledigheid te onderzoeken van de milieueffectrapporten of ten aanzien van de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening. Het staat aan het Parlement vast te stellen of de vergunning al dan niet van algemeen belang is » (*ibid.*).

Bepaalde parlementsleden waren evenzo van mening dat zij « niet de bevoegdheid hebben de vergunning te wijzigen [...] of nieuwe voorwaarden op te leggen » (*Parl. St., Waals Parlement, 2008-2009, nr. 933/2, p. 7*), of nog, dat « vanaf het ogenblik dat, in het DAR-decreet, een lijst van zogeheten dossiers van algemeen belang is opgenomen, het Parlement alleen nog ja of neen zou moeten zeggen » (*ibid.*, p. 10), dat het bevestigd is « dat de dwingende motieven van algemeen belang zijn besproken en in geen geval de werkzaamheden ter uitvoering van een vergunning », dat de opdracht van het parlementslid « erin bestaat te oordelen of het voorgestelde werk al dan niet valt onder een dwingende reden van algemeen belang » (*ibid.*, p. 12), of dat de parlementsleden zich niet moeten « uitspreken over de grond van het dossier » (*CRIC, Waals Parlement, nr. 81, 2008-2009, zitting van maandag 16 maart 2009, p. 11*), of dat het Parlement « geen enkele beoordelingsbevoegdheid » zou hebben (*ibid.*, p. 13).

B.12.3. Zonder dat moet worden nagegaan of en in welke mate de parlementsleden beschikten over voldoende informatie zoals daaraan wordt herinnerd in B.11, stelt het Hof vast dat zij, op het ogenblik van de aanneming van het bestreden decreet, hun rol in het kader van de goedkeuring van een vergunning niet in die zin begrepen dat een wetgevingsprocedure ten gronde vereist was met het oog op de aanneming, in detail, van een « specifieke wetgevingshandeling » in de zin van artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en van artikel 1, lid 5, van de voormelde richtlijn 85/337/EEG.

B.13. Het tweede middel is gegrond.

Aangezien de andere middelen niet zouden kunnen leiden tot een ruimere vernietiging, dienen zij niet te worden onderzocht.

B.14. Voor het overige stelt het Hof vast dat die vernietiging alleen betrekking heeft op de wetgevende goedkeuring bij het bestreden decreet en niet op de toekenning van de vergunning bij het ministerieel besluit van 18 februari 2009.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt het decreet van het Waalse Gewest van 3 april 2009 « houdende goedkeuring van de stedenbouwkundige vergunning toegekend voor de aanleg van de verbinding ' Parc-Sud ' van de lichte metro van Charleroi, overeenkomstig het decreet van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan ».

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 21 februari 2013.

De griffier,
F. Meersschaut

De voorzitter,
R. Henneuse

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2013/201300]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 11/2013 vom 21. Februar 2013

Geschäftsverzeichnisnummer 4687

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 3. April 2009 «zur Ratifizierung der für den Bau der Verbindung ' Parc-Sud ' des Stadtbahnnetzes Charleroi erteilten Städtebaugenehmigung, in Anwendung des Dekrets vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen», erhoben von der Stadt Charleroi und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten R. Henneuse und M. Bossuyt, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels und P. Nihoul, unter Assistenz des Kanzlers F. Meererschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten R. Henneuse,

verkündet nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 21. April 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 22. April 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 3. April 2009 «zur Ratifizierung der für den Bau der Verbindung ' Parc-Sud ' des Stadtbahnnetzes Charleroi erteilten Städtebaugenehmigung, in Anwendung des Dekrets vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 16. April 2009) durch die Stadt Charleroi, in Anwendung von Artikel L-1242-2 des wallonischen Kodex der lokalen Demokratie vertreten durch die nachstehend genannten Personen, sowie durch die nachstehend genannten, in ihrem eigenen Namen handelnden Personen erhoben: André Lierneux, wohnhaft in 6000 Charleroi, Quai de Brabant 25, Jean-Noël Lorisignol, wohnhaft in 6000 Charleroi, rue du Pont Neuf 3, Henri Prevot, wohnhaft in 6000 Charleroi, rue de Marcinelle 91, Paul Catoir, wohnhaft in 6000 Charleroi, rue du Collège 9, Jean-Claude Nackers, wohnhaft in 6032 Charleroi, rue Hector Denis 83, und Alain Pelgrims, wohnhaft in 6032 Charleroi, rue du Mayeuri 18/55.

Die von denselben klagenden Parteien erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung desselben Dekrets wurde durch den Entscheid Nr. 126/2009 vom 16. Juli 2009, der im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. Oktober 2009 veröffentlicht wurde, zurückgewiesen.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf den Kontext des angefochtenen Dekrets

B.1. Die Nichtigkeitsklage richtet sich gegen das Dekret vom 3. April 2009 «zur Ratifizierung der für den Bau der Verbindung ' Parc-Sud ' des Stadtbahnnetzes Charleroi erteilten Städtebaugenehmigung, in Anwendung des Dekrets vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen» (nachstehend: das angefochtene Dekret).

Der einzige Artikel dieses Dekrets bestimmt:

«Die am 18. Februar 2009 durch Ministerialerlass der ' Société régionale wallonne du Transport ' (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft) erteilte Städtebaugenehmigung bezüglich des Baus der Verbindung ' Parc-Sud ' des Stadtbahnnetzes Charleroi (MLC) mit dem Bau einer Brücke über die Sambre, einer Linie bis zum Südbahnhof (gare du Sud) und eines Kreisverkehrs (Olof Palme) wird ratifiziert».

B.2.1. Am 11. Dezember 2006 wurde der «Société régionale wallonne du Transport» (SRWT) eine Städtebaugenehmigung erteilt, um den U-Bahn-Ring rund um die Stadt Charleroi fertig zu stellen.

B.2.2. Diese Genehmigung war Gegenstand eines Aussetzungsantrags und einer Nichtigkeitsklage vor dem Staatsrat, die durch Kaufleute der Stadt Charleroi, Privatpersonen und Gesellschaften eingereicht wurden, darunter die ersten drei Einzelkläger im Rahmen des vorliegenden Verfahrens.

Sie bemängeln vor dem Staatsrat insbesondere Lücken in der Umweltverträglichkeitsstudie sowie den Umstand, dass die im Rahmen der öffentlichen Untersuchung geäußerten Beschwerden nicht berücksichtigt worden seien.

Der Aussetzungsantrag wurde durch den Entscheid Nr. 185.702 vom 14. August 2008 in Ermangelung des Nachweises eines schwerlich wiedergutzumachenden, ernsthaften Nachteils zurückgewiesen.

Im Rahmen des Nichtigkeitsverfahrens hat der erste Auditor in seinem am 21. Januar 2009 hinterlegten Bericht den ersten Klagegrund, der aus einem Verstoß gegen Artikel 129 des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe (nachstehend: WGBRSE) abgeleitet war, für begründet erklärt, insofern im Gemeinderatsbeschluss vor der Erteilung der angefochtenen Genehmigung bestimmte Varianten des Vorhabens nicht berücksichtigt worden seien; er hat folglich die anderen Klagegründe nicht geprüft.

B.2.3. Parallel zu dieser Klage haben die sechs Einzelkläger im Rahmen des vorliegenden Verfahrens vor dem Gericht erster Instanz Charleroi im Namen der Stadt Charleroi in Anwendung von Artikel L1242-2 des wallonischen Kodex der lokalen Demokratie eine Unterlassungsklage in Umweltsachen aufgrund von Artikel 1 des Gesetzes vom 12. Januar 1993 «über ein Klagerecht im Bereich des Umweltschutzes» eingereicht.

Die Unterlassungsklage wurde für zulässig, jedoch unbegründet erklärt, und gegen diese Entscheidung wurde vor dem Appellationshof Mons Berufung eingelegt.

In ihrem Ergänzungsschriftsatz haben die an der Unterlassungsklage beteiligten Kläger mitgeteilt, dass ihre Unterlassungsklage in Anbetracht der Inbetriebnahme der U-Bahn Ende Februar 2012 gegenstandslos geworden sei, weshalb sie ihre Klage zurücknahmen.

B.3. Durch ministeriellen Erlass vom 18. Februar 2009 hat der Minister die Genehmigung vom 11. Dezember 2006 zurückgenommen und der SRWT eine Städtebaugenehmigung erteilt.

Artikel 1 dieses Erlasses bestimmt:

«Die von der ' Société régionale wallonne du Transport ' (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft) beantragte Städtebaugenehmigung bezüglich des Baus der Verbindung ' Parc-Sud ' des Stadtbahnnetzes Charleroi (MLC) mit dem Bau einer Brücke über die Sambre, einer Linie bis zum Südbahnhof (gare du Sud) und eines Kreisverkehrs (Olof Palme), welche am 11. Dezember 2006 erteilt wurde, wird zurückgenommen.

Die Rücknahme der Städtebaugenehmigung vom 11. Dezember 2006 wird erst wirksam am Tag der im *Belgischen Staatsblatt* erfolgten Veröffentlichung der vorliegenden Städtebaugenehmigung, die gemäß Artikel 2 erteilt wird».

In den Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret wurde Folgendes dargelegt:

«Um die Einstellung der Arbeiten möglichst zu vermeiden, sieht der ministerielle Erlass vom 18. Februar 2009 vor, dass die Zurücknahme der Handlung erst am Datum der Veröffentlichung der Bestätigung der neuen Genehmigung wirksam wird» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2008-2009, Nr. 933/2, S. 4).

B.4. Nach dem Vermerk des Berichts des ersten Auditors des Staatsrates, der auf eine Ungesetzlichkeit der am 11. Dezember 2006 erteilten Genehmigung geschlussfolgert hatte, wird der Kontext in der Begründung des angefochtenen Dekrets wie folgt erläutert:

«Der Gemeinderat von Charleroi hat am 16. Februar 2009 die Initiative ergriffen, einen Beschluss über die Wegeangelegenheiten bezüglich der vorliegenden Städtebaugenehmigung zu fassen.

Die Theorie der Rücknahme der Verwaltungshandlungen gestattet es jeder Verwaltungsbehörde, eine Verwaltungshandlung, die Rechte entstehen lässt, bis zum Abschluss der Debatten zurückzunehmen, wenn sie vor dem Staatsrat angefochten wird.

Der Gemeinderat hat die durch den ersten Auditor des Staatsrates in seinem Bericht angeführte Ungesetzlichkeit korrigiert. Unter diesen Bedingungen kann die Verwaltungsbehörde die Städtebaugenehmigung vom 11. Dezember 2006 zurücknehmen und eine neue Städtebaugenehmigung mit dem gleichen Gegenstand erteilen.

Durch ministeriellen Erlass vom 18. Februar 2009 wurde die am 11. Dezember 2006 erteilte Städtebaugenehmigung zurückgenommen und unter Bedingungen erneut erteilt.

Gemäß dem Dekret vom 17. Juli 2008 wurde die am 18. Februar 2009 erteilte Städtebaugenehmigung folglich dem Parlament im Hinblick auf die Bestätigung unterbreitet» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2008-2009, Nr. 933/1, S. 2).

Der Minister hat ferner erklärt:

«Die Erweiterung der U-Bahn von Charleroi und die Entwicklung einer neuen Mobilität in Charleroi stellen Investitionen von 105 Millionen Euro dar. Die Schließung des Rings entspricht alleine einer Investition von 24,5 Millionen Euro, das heißt fast einem Viertel der Gesamtinvestitionen.

Diese Investitionen tragen unzweifelhaft zur Verringerung des Energieverbrauchs und der CO₂-Emissionen bei, wozu die Wallonische Region sich verpflichtet hat» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2008-2009, Nr. 933/2, S. 3).

B.5. Durch den Entscheid Nr. 193.238 vom 12. Mai 2009 hat der Staatsrat die Klage auf Nichtigklärung der Genehmigung vom 11. Dezember 2006 abgewiesen mit der Begründung, die Klage sei angesichts des angefochtenen Dekrets «gegenstandslos» geworden.

B.6. Die Nichtigkeitsklage wurde durch sechs Einwohner der Stadt Charleroi eingereicht, die einerseits im eigenen Namen und andererseits im Namen der Stadt Charleroi handeln, und zwar in Anwendung von Artikel L1242-2 des wallonischen Kodex der lokalen Demokratie.

Artikel L1242-2 des wallonischen Kodex der lokalen Demokratie, die einzige Bestimmung des Abschnitts mit dem Titel «Unternehmen von gerichtlichen Schritten, die der Gemeinde zustehen, von einem Steuerpflichtigen», bestimmt:

«Wenn das Bürgermeister- und Schöffenkollegium es unterlässt, gerichtlich vorzugehen, können ein oder mehrere Einwohner es im Namen der Gemeinde tun, indem sie sich gegen Kautionserbieter, persönlich die Kosten des Prozesses zu tragen und für eventuell ausgesprochene Verurteilungen einzustehen.

Die Gemeinde kann bezüglich des Prozesses keinen Vergleich schließen, ohne den- oder diejenigen, die den Rechtsstreit im Namen der Gemeinde geführt haben, mit einzubeziehen».

Da mindestens eine der klagenden Parteien ein Interesse an der Nichtigklärung des angefochtenen Dekrets aufweist, braucht der Gerichtshof nicht über die Zulässigkeit der Klage zu befinden, insofern sie namens der Stadt Charleroi eingereicht wurde.

Zur Hauptsache

B.7. Die klagenden Parteien führen vier Klagegründe an. In ihrem zweiten Klagegrund, der aus einem Verstoß gegen Artikel 23 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 1 und 9 Absätze 2 oder 4 des Übereinkommens von Aarhus vom 25. Juni 1998 «über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten» abgeleitet ist, vertreten die klagenden Parteien die Meinung, dass das angefochtene Dekret das Recht auf gerichtliches Gehör in Umweltangelegenheiten beeinträchtigt, indem es eine Klage verhindere, durch die man die Gesetzmäßigkeit der erteilten Genehmigung in Bezug auf den Inhalt und auf das Verfahren anfechten könne, oder zumindest die Stillhalteverpflichtung missachte, die in Bezug auf den Schutz einer gesunden Umwelt gelte.

B.8.1. Wie in der Überschrift angegeben ist, wurde das Dekret vom 3. März 2009 gemäß dem Verfahren im Sinne der Artikel 1 bis 4 des Dekrets vom 17. Juli 2008 «über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen» (nachstehend: Dekret vom 17. Juli 2008) angenommen.

B.8.2. Mit den Artikeln 1 bis 4 des angefochtenen Dekrets vom 17. Juli 2008 behielt sich der Dekretgeber die Befugnis vor, ab dem 25. Juli 2008, dem Datum des Inkrafttretens dieses Dekrets, Städtebau- und Umweltgenehmigungen bezüglich der in Artikel 1 desselben Dekrets aufgezählten Kategorien von Handlungen und Arbeiten nach einem Verfahren *sui generis* zu erteilen.

B.9.1. In seinem Entscheid Nr. 144/2012 vom 22. November 2012 hat der Gerichtshof die Artikel 1 bis 4 des Dekrets vom 17. Juli 2008 für nichtig erklärt, wobei er den aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 3 Absatz 9 und Artikel 9 Absätze 2 bis 4 des vorerwähnten Übereinkommens von Aarhus sowie mit Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG vom 27. Juni 1985 «über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten» abgeleiteten Klagegrund für begründet befunden hat.

B.9.2. Hinsichtlich der gerichtlichen Kontrolle der ratifizierten Genehmigungen entschied der Gerichtshof:

«B.9.1. Diese europäischen und internationalen Bestimmungen erfordern, dass die Rechtmäßigkeit der in ihren Anwendungsbereich fallenden Genehmigungen grundsätzlich zur Sache und hinsichtlich des befolgten Verfahrens durch ein Gericht oder irgendein anderes unabhängiges und unparteiisches Organ geprüft wird.

B.9.2. In seinem Entscheid Nr. 30/2010 hat der Verfassungsgerichtshof den Gerichtshof der Europäischen Union zu der Auslegung befragt, die diesen Bestimmungen zu vermitteln ist.

Der Gerichtshof der Europäischen Union hat in seinem Urteil vom 16. Februar 2012 (C-182/10, *Solvay u.a.*) Folgendes geantwortet:

45. Aus Art. 2 Nr. 2 in Verbindung mit den Art. 6 und 9 des Übereinkommens von Aarhus sowie aus Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 ergibt sich, dass weder dieses Übereinkommen noch diese Richtlinie auf Projekte Anwendung finden, die durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt werden, der die in Randnr. 31 des vorliegenden Urteils aufgeführten Voraussetzungen erfüllt (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 50).

46. In Bezug auf andere Projekte, d.h. diejenigen, die entweder durch eine Maßnahme ohne Gesetzescharakter oder durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt werden, der diese Voraussetzungen nicht erfüllt, ergibt sich bereits aus dem Wortlaut von Art. 9 Abs. 2 des Übereinkommens von Aarhus und Art. 10a der Richtlinie 85/337, dass die Staaten die Möglichkeit eines Überprüfungsverfahrens vorsehen müssen, mit dem die materiell-rechtliche und verfahrensrechtliche Rechtmäßigkeit von Entscheidungen, Handlungen oder Unterlassungen, die vom Geltungsbereich des Art. 6 des Übereinkommens von Aarhus oder der Richtlinie 85/337 erfasst werden, vor einem Gericht oder einer anderen auf gesetzlicher Grundlage geschaffenen unabhängigen und unparteiischen Stelle angefochten werden kann (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 51).

47. Die Mitgliedstaaten verfügen aufgrund ihrer Verfahrensautonomie und vorbehaltlich der Einhaltung der Grundsätze der Äquivalenz und der Effektivität über einen Gestaltungsspielraum bei der Durchführung von Art. 9 Abs. 2 des Übereinkommens von Aarhus und Art. 10a der Richtlinie 85/337. Insbesondere ist es, soweit die erwähnten Bestimmungen eingehalten worden sind, ihre Sache, festzulegen, welches Gericht oder welche auf gesetzlicher Grundlage geschaffene unabhängige und unparteiische Stelle für die Entscheidung über die Rechtsbehelfe im Sinne dieser Bestimmungen zuständig ist und nach welchen Verfahrensregeln zu entscheiden ist (vgl. Urteil Boxus u.a., Randnr. 52).

48. Art. 9 des Übereinkommens von Aarhus und Art. 10a der Richtlinie 85/337 würden jedoch jegliche praktische Wirksamkeit verlieren, wenn der bloße Umstand, dass ein Projekt durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt wurde, der nicht die in Randnr. 31 des vorliegenden Urteils aufgeführten Voraussetzungen erfüllt, dazu führen würde, dass Rechtsbehelfe im Sinne dieser Bestimmungen, mit denen die materiell-rechtliche und verfahrensrechtliche Rechtmäßigkeit des Projekts angefochten werden könnte, ausgeschlossen wären (vgl. Urteil Boxus u.a., Randnr. 53) '.

B.9.3. Wie in B.7.3 und B.7.4 angeführt wurde, hat das angefochtene Dekret zur Folge, dass nur der Verfassungsgerichtshof befugt ist, die darin erwähnten Genehmigungen für nichtig zu erklären oder einstweilig aufzuheben.

Der Gerichtshof ist jedoch nicht befugt, eine erschöpfende materiellrechtliche und verfahrensrechtliche Kontrolle von Handlungen auszuüben, die der Bestätigung oder Annahme der fraglichen Genehmigungen vorausgehen, selbst hinsichtlich der Regeln des internationalen und europäischen Rechts, die im Übereinkommen von Aarhus oder in der Richtlinie 85/337/EWG enthalten sind.

Auch wenn der Gerichtshof durch die Artikel 10 und 11 der Verfassung darauf achtet, dass der Gesetzgeber seine Verpflichtung zur vorherigen Mitteilung an die Europäische Kommission einhält, kann er dann, wenn ein Verstoß gegen diese Verpflichtung hinsichtlich des Rechts der Europäischen Union einen fundamentalen Verfahrensfehler darstellt, nicht die ihm durch den Verfassungsgeber und den Sondergesetzgeber erteilten Befugnisse über eine solche formelle Kontrolle hinaus ausdehnen und selbst die materielle Kontrolle der Einhaltung der in Umweltangelegenheiten geltenden Verfahrensregeln, die der Annahme des angefochtenen Gesetzgebungsaktes vorausgehen, ausüben.

B.9.4. Der Umfang der Kontrolle durch den Verfassungsgerichtshof kann folglich nicht demjenigen der Kontrolle durch den Staatsrat gleichgestellt werden, so dass die Zuständigkeit der Verfassungsgerichtsbarkeit, so wie sie sich aus der Verfassung und aus dem Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof ergibt, nicht ausreicht, um die Erfordernisse der gerichtlichen Kontrolle zu erfüllen, wenn die Projekte zum Anwendungsbereich des Übereinkommens von Aarhus und der Richtlinie 85/337/EWG gehören».

B.9.3. Hinsichtlich des Umfangs des Anwendungsbereichs des Übereinkommens von Aarhus und der vorerwähnten Richtlinie 85/337/EWG entschied der Gerichtshof:

«B.11. Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus bestimmt, dass Gremien oder Einrichtungen, die in gerichtlicher oder gesetzgebender Eigenschaft handeln, keinen ' Behörden ' im Sinne des Übereinkommens gleichzusetzen sind.

Artikel 1 Absatz 5 der vorerwähnten Richtlinie 85/337/EWG bestimmte:

' Diese Richtlinie gilt nicht für Projekte, die im Einzelnen durch einen besonderen einzelstaatlichen Gesetzgebungsakt genehmigt werden, da die mit dieser Richtlinie verfolgten Ziele einschließlich des Ziels der Bereitstellung von Informationen im Wege des Gesetzgebungsverfahrens erreicht werden '.

In Artikel 1 Absatz 4 der vorerwähnten Richtlinie 2011/92/EU wird diese Bestimmung übernommen.

B.12.1. Vom Verfassungsgerichtshof zu der Tragweite von Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus und Artikel 1 Absatz 5 der Richtlinie 85/337/EWG befragt, hat der Gerichtshof der Europäischen Union Folgendes erkannt:

' 30. Nach Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 gilt diese Richtlinie für ein Projekt nicht, wenn ihre Ziele einschließlich des Ziels der Bereitstellung von Informationen im Wege eines Gesetzgebungsverfahrens erreicht werden (vgl. Urteile vom 19. September 2000, Linster, C-287/98, Slg. 2000, I-6917, Randnr. 51, und Boxus u.a., Randnr. 36).

31. Diese Bestimmung macht den Ausschluss eines Projekts vom Geltungsbereich der Richtlinie 85/337 von zwei Voraussetzungen abhängig. Zum einen muss das Projekt im Einzelnen durch einen besonderen Gesetzgebungsakt genehmigt werden; zum anderen müssen die Ziele der Richtlinie einschließlich des Ziels der Bereitstellung von Informationen im Wege des Gesetzgebungsverfahrens erreicht werden (vgl. Urteile vom 16. September 1999, WWF u.a., C-435/97, Slg. 1999, I-5613, Randnr. 57, und Boxus u.a., Randnr. 37).

32. Die erste Voraussetzung beinhaltet zunächst, dass das Projekt durch einen besonderen Gesetzgebungsakt genehmigt wird. Dazu ist festzustellen, dass die Begriffe "Projekt" und "Genehmigung" in Art. 1 Abs. 2 der Richtlinie 85/337 definiert sind. Daher kann ein Gesetzgebungsakt, durch den ein Projekt genehmigt wird, nur dann in den Geltungsbereich von Art. 1 Abs. 5 dieser Richtlinie fallen, wenn es sich um einen besonderen Akt handelt, der die gleichen Merkmale wie eine solche Genehmigung aufweist. Insbesondere muss er dem Projektträger das Recht zur Durchführung des Projekts verleihen (vgl. Urteile WWF u.a., Randnr. 58, und Boxus u.a., Randnr. 38).

33. Das Projekt muss außerdem im Einzelnen, also hinreichend genau und abschließend, genehmigt werden, so dass der Gesetzgebungsakt, durch den es genehmigt wird, wie eine Genehmigung alle für die Umweltverträglichkeitsprüfung erheblichen, vom Gesetzgeber berücksichtigten Punkte des Projekts umfassen muss (vgl. Urteile WWF u.a., Randnr. 59, und Boxus u.a., Randnr. 39). Der Gesetzgebungsakt muss daher erkennen lassen, dass die Zwecke der Richtlinie 85/337 bei dem betreffenden Projekt erreicht wurden (vgl. Urteile Linster, Randnr. 56, und Boxus u.a., Randnr. 39).

34. Demnach wird ein Projekt nicht im Sinne von Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 im Einzelnen durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt, wenn dieser nicht die zur Prüfung der Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt erforderlichen Angaben enthält oder den Erlass anderer Akte erfordert, damit der Projektträger das Recht zur Durchführung des Projekts erhält (vgl. Urteile WWF u.a., Randnr. 62, Linster, Randnr. 57, und Boxus u.a., Randnr. 40).

35. Was die zweite Voraussetzung betrifft, ist es nach ihrem Art. 2 Abs. 1 wesentliches Ziel der Richtlinie 85/337, dass Projekte, bei denen u.a. aufgrund ihrer Art, ihrer Größe oder ihres Standorts mit erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt zu rechnen ist, vor Erteilung der Genehmigung einer Prüfung in Bezug auf ihre Umweltauswirkungen unterzogen werden (vgl. Urteile Linster, Randnr. 52, und Boxus u.a., Randnr. 41).

36. Nach dem sechsten Erwägungsgrund der Richtlinie 85/337 hat die Prüfung zudem anhand sachgerechter Angaben des Projektträgers zu erfolgen, die gegebenenfalls von den Behörden und der Öffentlichkeit ergänzt werden können, die möglicherweise von dem Projekt betroffen sind (vgl. Urteile WWF u.a., Randnr. 61, Linster, Randnr. 53, und Boxus u.a., Randnr. 42).

37. Folglich muss der Gesetzgeber zum Zeitpunkt der Genehmigung des Projekts über ausreichende Angaben verfügen. Nach Art. 5 Abs. 3 und Anhang IV der Richtlinie 85/337 umfassen die Angaben, die der Projektträger vorzulegen hat, mindestens eine Beschreibung des Projekts nach Standort, Art und Umfang, eine Beschreibung der Maßnahmen, mit denen erhebliche nachteilige Auswirkungen vermieden, verringert und soweit möglich ausgeglichen werden sollen, sowie die notwendigen Angaben zur Feststellung und Beurteilung der Hauptauswirkungen, die das Projekt voraussichtlich auf die Umwelt haben wird (vgl. Urteile Linster, Randnr. 55, und Boxus u.a., Randnr. 43).

38. In Anbetracht der Besonderheiten der Verfahren zur Genehmigung eines Plans in mehreren Stufen steht die Richtlinie 85/337 der Genehmigung eines Projekts durch zwei Maßnahmen des nationalen Rechts nicht entgegen; diese werden zusammen als eine Genehmigung im Sinne ihres Art. 1 Abs. 2 angesehen (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 4. Mai 2006, Kommission/Vereinigtes Königreich, C-508/03, Slg. 2006, I-3969, Randnr. 102). Daher kann der Gesetzgeber beim Erlass der abschließenden Maßnahme zur Genehmigung eines Projekts Angaben verwenden, die im Rahmen eines vorherigen Verwaltungsverfahrens gesammelt worden sind (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 44).

39. Das Vorhandensein eines solchen Verwaltungsverfahrens kann jedoch nicht dazu führen, dass ein Projekt als gemäß Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 im Einzelnen durch einen besonderen Gesetzgebungsakt genehmigt betrachtet werden kann, wenn dieser Gesetzgebungsakt nicht die beiden in Randnr. 31 des vorliegenden Urteils erwähnten Voraussetzungen erfüllt. Wie der Gerichtshof in Randnr. 45 des Urteils *Boxus u.a.* entschieden hat, kann ein Gesetzgebungsakt, mit dem lediglich ein bereits erlassener Verwaltungsakt "ratifiziert" wird und der sich darauf beschränkt, zwingende Gründe des Allgemeininteresses anzuführen, ohne dass zuvor ein die Sachfragen betreffendes Gesetzgebungsverfahren durchgeführt wird, das es erlaubt, diese Voraussetzungen zu erfüllen, nicht als besonderer Gesetzgebungsakt im Sinne dieser Bestimmung betrachtet werden und genügt somit nicht, um ein Projekt vom Geltungsbereich der Richtlinie 85/337 auszuschließen.

40. Insbesondere kann ein Gesetzgebungsakt, der erlassen wird, ohne dass den Mitgliedern des gesetzgebenden Organs die in Randnr. 37 des vorliegenden Urteils erwähnten Angaben zur Verfügung gestanden hätten, nicht vom Geltungsbereich des Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 erfasst werden (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 46).

41. Es ist Sache des nationalen Gerichts, festzustellen, ob diese Voraussetzungen erfüllt sind. Hierzu muss es sowohl den Inhalt des erlassenen Gesetzgebungsakts als auch das gesamte Gesetzgebungsverfahren, das zu seinem Erlass geführt hat, und insbesondere die vorbereitenden Arbeiten und die parlamentarischen Debatten berücksichtigen (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 47).

[...]

43. Auf die zweite Frage ist daher zu antworten, dass Art. 2 Nr. 2 des Übereinkommens von Aarhus und Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 dahin auszulegen sind, dass von ihrem jeweiligen Geltungsbereich nur Projekte ausgeschlossen sind, die im Einzelnen durch einen besonderen Gesetzgebungsakt genehmigt worden sind, so dass die Ziele dieser Bestimmungen durch das Gesetzgebungsverfahren erreicht worden sind. Es ist Sache des nationalen Gerichts, unter Berücksichtigung sowohl des Inhalts des erlassenen Gesetzgebungsakts als auch des gesamten Gesetzgebungsverfahrens, das zu seinem Erlass geführt hat, und insbesondere der vorbereitenden Arbeiten und der parlamentarischen Debatten zu prüfen, ob diese beiden Voraussetzungen erfüllt worden sind. In diesem Zusammenhang kann ein Gesetzgebungsakt, mit dem lediglich ein bereits erlassener Verwaltungsakt "ratifiziert" wird und der sich darauf beschränkt, zwingende Gründe des Allgemeininteresses anzuführen, ohne dass zuvor ein die Sachfragen betreffendes Gesetzgebungsverfahren durchgeführt wird, das es erlaubt, diese Voraussetzungen zu erfüllen, nicht als besonderer Gesetzgebungsakt im Sinne dieser Bestimmung betrachtet werden und genügt daher nicht, um ein Projekt vom Geltungsbereich dieses Übereinkommens und dieser Richtlinie auszuschließen (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, vorerwähnt).

B.12.2. Aus diesem Urteil geht hervor, dass der nationale Richter, um zu bestimmen, ob ein Projekt, das Gegenstand eines Gesetzgebungsaktes war, in den Anwendungsbereich der in Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG vorgesehenen und in B.9.1 und B.9.2 in Erinnerung gerufenen Erfordernisse der materiellrechtlichen und verfahrensrechtlichen gerichtlichen Kontrolle fällt oder nicht, prüfen muss, ob das Projekt den Anwendungsbedingungen von Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus und von Artikel 1 Absatz 5 der vorerwähnten Richtlinie entspricht, so wie sie durch den Gerichtshof der Europäischen Union festgelegt worden sind.

Die Erfordernisse der gerichtlichen Kontrolle gelten nämlich nur in Bezug auf Projekte, die entweder durch eine Maßnahme ohne Gesetzescharakter oder durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt werden, der die Voraussetzungen von Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus und von Artikel 1 Absatz 5 der vorerwähnten Richtlinie nicht erfüllt (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnr. 46); die spezifischen Gesetzgebungsakte, die den Bedingungen des vorerwähnten Urteils *Solvay*, Randnr. 31, entsprechen, entgehen ihrerseits den vorerwähnten Erfordernissen der gerichtlichen Kontrolle.

B.12.3. Aus dem vorerwähnten Urteil *Solvay u.a.* geht hervor, dass zur Erfüllung der Bedingungen von Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus und von Artikel 1 Absatz 5 der vorerwähnten Richtlinie das Projekt an erster Stelle im Einzelnen, hinreichend genau und spezifisch durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt werden muss, der die gleichen Merkmale wie eine Genehmigung aufweist und dem Projektleiter das Recht zur Durchführung des Projekts verleiht, wobei der Gesetzgeber alle für die Umweltverträglichkeitsprüfung erheblichen Punkte des Projekts berücksichtigt hat (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnrn. 32-33).

Im Übrigen müssen die Ziele der Richtlinie hinsichtlich der Umweltverträglichkeitsprüfung, insbesondere in Bezug auf die Bereitstellung von Informationen durch den Projektträger, die gegebenenfalls von den Behörden und der Öffentlichkeit ergänzt werden können, erreicht werden; hierzu muss der Gesetzgeber zum Zeitpunkt der Genehmigung des Projekts über ausreichende Angaben verfügt haben, darunter mindestens (1) eine Beschreibung des Projekts nach Standort, Art und Umfang, (2) eine Beschreibung der Maßnahmen, mit denen erhebliche nachteilige Auswirkungen vermieden, verringert und soweit wie möglich ausgeglichen werden sollen, (3) die notwendigen Angaben zur Feststellung und Beurteilung der Hauptauswirkungen, die das Projekt voraussichtlich auf die Umwelt haben wird (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnrn. 35-37).

Hierzu kann der Gesetzgeber Angaben verwenden, die im Rahmen eines vorherigen Verwaltungsverfahrens gesammelt worden sind (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnr. 38), doch er darf nicht lediglich einen bereits erlassenen Verwaltungsakt "ratifizieren" und sich darauf beschränken, zwingende Gründe des Allgemeininteresses anzuführen, ohne dass zuvor ein die Sachfragen betreffendes Gesetzgebungsverfahren durchgeführt wird, das es erlaubt, diese Voraussetzungen zu erfüllen (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnr. 39).

B.13. Auch wenn der Gerichtshof grundsätzlich nicht befugt ist, und sei es nur durch seine Kontrolle der Vereinbarkeit mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, das parlamentarische Verfahren zu prüfen, nach dessen Abschluss ein Gesetzgebungsakt ergangen ist, muss festgestellt werden, dass im vorliegenden Fall die Befugnis, "sowohl den Inhalt des erlassenen Gesetzgebungsakts als auch das gesamte Gesetzgebungsverfahren, das zu seinem Erlass geführt hat, und insbesondere die vorbereitenden Arbeiten und die parlamentarischen Debatten [zu] berücksichtigen" (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnr. 41), sich aus der Notwendigkeit ergibt, den Anwendungsbereich der in B.9.1 und B.9.2 erwähnten Erfordernisse des Rechtes der Europäischen Union zu bestimmen.

Diese Kontrolle kann also weder einer materiellrechtlichen Kontrolle, noch einer verfahrensrechtlichen Kontrolle der Verfassungsmäßigkeit von Gesetzesbestimmungen gleichgestellt werden, sondern stellt eine durch das Recht der Europäischen Union vorgeschriebene vorherige Prüfung der Einstufung des angefochtenen Gesetzgebungsaktes dar».

B.9.4. Hinsichtlich der Artikel 1 bis 4 des Dekrets vom 17. Juli 2008 entschied der Gerichtshof:

«B.15.1. Im Gegensatz zu den in den Artikeln 5 bis 17 enthaltenen Bestätigungen, die spezifische Projekte betreffen, beschränken sich die Artikel 1 bis 4 des angefochtenen Dekrets darauf, wie in B.7.2 und B.7.3 in Erinnerung gerufen wurde, ein Verfahren *sui generis* einzuführen, das auf die in dem angefochtenen Artikel 1 erwähnten Kategorien von Projekten anwendbar ist.

B.15.2. So wie es organisiert ist, sieht dieses Verfahren lediglich vor, dass das Parlament die ihm unterbreitete Genehmigung 'ratifiziert' und dass andernfalls davon ausgegangen wird, dass die Genehmigung nicht erteilt wurde (Artikel 3).

Es ist im Übrigen kein anderes Erfordernis hinsichtlich der Modalitäten der Beratung des Dekretgebers vorgesehen, insbesondere hinsichtlich des Inhalts des zur Beratung unterbreiteten Vorhabens, oder hinsichtlich der Dokumente, die den Parlamentariern zur Verfügung zu stellen sind.

Auf diese Weise ermöglicht das durch die Artikel 1 bis 4 des angefochtenen Dekrets eingeführte Verfahren es nicht, zu garantieren, dass die in B.12 in Erinnerung gerufenen Erfordernisse des Rechts der Europäischen Union in Bezug auf 'spezifische Gesetzgebungsakte' eingehalten werden».

B.10.1. Obwohl das in den Artikeln 1 bis 4 des Dekrets vom 17. Juli 2008 vorgesehene Ratifizierungsverfahren, aufgrund dessen das angefochtene Dekret angenommen wurde, durch den vorerwähnten Entscheid Nr. 144/2012 für nichtig erklärt wurde, ergibt sich aus dieser Nichtigerklärung jedoch nicht, dass das angefochtene Dekret infolgedessen ebenfalls für nichtig erklärt werden müsste.

Wie in B.8.2 dargelegt wurde, wurde durch die Artikel 1 bis 4 des Dekrets vom 17. Juli 2008 nämlich ein Verfahren *sui generis* eingeführt, nach dem sich der Dekretgeber die Zuständigkeit vorbehielt, die Städtebaugenehmigungen, Umweltgenehmigungen und Globalgenehmigungen in Bezug auf bestimmte Kategorien von Handlungen und Arbeiten, die in Artikel 1 des Dekrets erschöpfend aufgezählt werden, zu erteilen; diese Bestimmungen schränkten nicht die Freiheit des Dekretgebers ein, einen Verwaltungsakt unabhängig vom Bestehen dieses Verfahrens *sui generis* zu ratifizieren oder zu konsolidieren.

B.10.2. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass der Gerichtshof prüfen muss, ob das angefochtene Dekret als ein «spezifischer Gesetzgebungsakt» anzusehen ist.

B.11. Wie der Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 144/2012 in Erinnerung gerufen hat, geht aus dem vorerwähnten Urteil *Solvay u.a.* hervor, dass zur Erfüllung der Bedingungen von Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus und von Artikel 1 Absatz 5 der vorerwähnten Richtlinie das Projekt zunächst im Einzelnen, hinreichend genau und spezifisch durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt werden muss, der die gleichen Merkmale wie eine Genehmigung aufweist und es dem Projektträger erlaubt, das Projekt durchzuführen, wobei der Gesetzgeber alle für die Umweltverträglichkeitsprüfung erheblichen Punkte des Projekts berücksichtigt hat (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnrn. 32-33).

Im Übrigen müssen die Ziele der Richtlinie hinsichtlich der Umweltverträglichkeitsprüfung erreicht werden, insbesondere hinsichtlich der Zurverfügungstellung von Informationen durch den Projektträger, die gegebenenfalls von den Behörden und der Öffentlichkeit ergänzt werden können; hierzu muss der Gesetzgeber zum Zeitpunkt der Genehmigung des Projekts über ausreichende Angaben verfügen, die mindestens (1) eine Beschreibung des Projekts nach Standort, Art und Umfang, (2) eine Beschreibung der Maßnahmen, mit denen erhebliche nachteilige Auswirkungen vermieden, verringert und soweit möglich ausgeglichen werden sollen, sowie (3) die notwendigen Angaben zur Feststellung und Beurteilung der Hauptauswirkungen, die das Projekt voraussichtlich auf die Umwelt haben wird, umfassen (ebenda, Randnrn. 35-37)).

Hierzu kann der Gesetzgeber Angaben verwenden, die im Rahmen eines vorherigen Verwaltungsverfahrens gesammelt worden sind (ebenda, Randnr. 38), doch er kann nicht lediglich einen bereits erlassenen Verwaltungsakt «ratifizieren», indem er sich darauf beschränkt, zwingende Gründe des Allgemeininteresses anzuführen, ohne dass zuvor ein die Sachfragen betreffendes Gesetzgebungsverfahren durchgeführt wird, das es erlaubt, die Voraussetzungen zu erfüllen (ebenda, Randnr. 39).

B.12.1. Die Vorarbeiten zu dem angefochtenen Dekret lassen erkennen, dass zum Zeitpunkt der Annahme des angefochtenen Dekrets viele Ungewissheiten bezüglich der Rolle der Parlamentarier im Rahmen des durch das Dekret vom 17. Juli 2008 eingeführten Ratifizierungsverfahrens bestanden.

B.12.2. So hatte der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung einige Monate vor der Annahme des angefochtenen Dekrets im Rahmen der Vorarbeiten zu dem ersten Dekret, das in Anwendung des durch das Dekret vom 17. Juli 2008 eingeführten Ratifizierungsverfahrens ergangen ist und ebenfalls die U-Bahn von Charleroi betraf, daran erinnert, dass «das Parlament durch diese Abstimmung nicht an die Stelle der Verwaltungsbehörde treten soll, nämlich der Regierung und ihrer Verwaltung» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2008-2009, Nr. 844/2, S. 8), wobei er schlussfolgerte:

«Es obliegt nämlich nicht den Parlamentariern, sich in die Untersuchung der Genehmigung und der Akte einzumischen oder eine Prüfung der Vollständigkeit der Studien der Umweltverträglichkeit oder des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT) vorzunehmen. Es obliegt dem Parlament festzustellen, ob die Genehmigung dem Allgemeininteresse dient oder nicht» (ebenda).

Ebenso waren gewisse Parlamentarier der Auffassung, dass sie «nicht ermächtigt sind, eine Genehmigung zu ändern oder neue Bedingungen aufzuerlegen» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2008-2009, Nr. 933/2, S. 7), oder dass «ab dem Zeitpunkt, wo im DAR-Dekret eine Liste von so genannten Akten des Allgemeininteresses enthalten ist, das Parlament nur noch die Rolle hätte, Ja oder Nein zu sagen» (ebenda, S. 10), dass bestätigt werde, «dass die zwingenden Gründe des Allgemeininteresses erörtert werden und auf keinen Fall die Arbeiten zur Ausführung einer Genehmigung», dass die Aufgabe eines Parlamentarier «darin besteht, zu beurteilen, ob die vorgeschlagene Arbeit zu einem zwingenden Grund des Allgemeininteresses gehört» (ebenda, S. 12), oder dass die Parlamentarier sich nicht «zum Inhalt der Akte zu äußern haben» (*CRIC*, Wallonisches Parlament, Nr. 81, 2008-2009, Sitzung vom Montag, dem 16. März 2009, S. 11), oder dass das Parlament «keinerlei Ermessensbefugnis» habe (ebenda, S. 13).

B.12.3. Ohne dass geprüft werden muss, ob und in welchem Maße die Parlamentarier über die in B.11 in Erinnerung gerufenen ausreichenden Informationen verfügt haben, stellt der Gerichtshof fest, dass sie zum Zeitpunkt der Annahme des angefochtenen Dekrets ihre Rolle im Rahmen der Ratifizierung einer Genehmigung nicht dahingehend verstanden, dass dies ein die Sachfragen betreffendes Gesetzgebungsverfahren im Hinblick darauf, im Einzelnen einen «spezifischen Gesetzgebungsakt» im Sinne von Artikel 2 Absatz 2 des Aarhus-Übereinkommens und von Artikel 1 Absatz 5 der vorerwähnten Richtlinie 85/337/EWG anzunehmen, beinhalten würde.

B.13. Der zweite Klagegrund ist begründet.

Da die anderen Klagegründe nicht zu einer weiter reichenden Nichtigerklärung führen können, brauchen sie nicht geprüft zu werden.

B.14. Im Übrigen stellt der Gerichtshof fest, dass diese Nichtigerklärung nur die gesetzgeberische Ratifizierung durch das angefochtene Dekret betrifft und nicht die Erteilung der Genehmigung durch den ministeriellen Erlass vom 18. Februar 2009.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt das Dekret der Wallonischen Region vom 3. April 2009 «zur Ratifizierung der für den Bau der Verbindung ' Parc-Sud ' des Stadtbahnnetzes Charleroi erteilten Städtebaugenehmigung, in Anwendung des Dekrets vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen» für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 21. Februar 2013.

Der Kanzler,

F. Meersschaut

Der Präsident,

R. Henneuse

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2013/35247]

8 FEBRUARI 2013. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van artikel 4, 6, 7 en 12 van het besluit van de Vlaamse Regering van 4 juni 2004 houdende vaststelling van de grenzen en de toekenningsvoorwaarden van het presentiegeld en de andere vergoedingen die in het kader van de bestuurlijke werking van een dienstverlenende of opdrachthoudende vereniging kunnen worden toegekend

De Vlaamse Regering,

Gelet op het decreet van 6 juli 2001 houdende de intergemeentelijke samenwerking, artikel 60, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 4 juni 2004 houdende vaststelling van de grenzen en de toekenningsvoorwaarden van het presentiegeld en de andere vergoedingen die in het kader van de bestuurlijke werking van een dienstverlenende of opdrachthoudende vereniging kunnen worden toegekend;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 21 december 2012;

Gelet op advies 52.696/3 van de Raad van State, gegeven op 31 januari 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Bestuurszaken, Binnenlands Bestuur, Inburgering, Toerisme en Vlaamse Rand;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 4 van het besluit van de Vlaamse Regering van 4 juni 2004 houdende vaststelling van de grenzen en de toekenningsvoorwaarden van het presentiegeld en de andere vergoedingen die in het kader van de bestuurlijke werking van een dienstverlenende of opdrachthoudende vereniging kunnen worden toegekend, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 4. Aan de leden van het statutair bepaalde directiecomité of de statutair bepaalde regionale bestuurscomités kan, per effectief bijgewoonde zitting, hetzelfde presentiegeld worden toegekend als aan de leden van de raad van bestuur. ».

Art. 2. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gedeeltelijk vernietigd bij arrest 195.040 van 2 juli 2009 van de Raad van State, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 6. Aan de voorzitter van de raad van bestuur kan, met behoud van de toepassing van artikel 11 een dubbel presentiegeld worden toegekend. Aan de overige leden van de raad van bestuur kan een dubbel presentiegeld worden toegekend voor de vergaderingen waarvan zij het voorzitterschap effectief uitoefenen als de titulaire voorzitter niet beschikbaar is.

Aan de voorzitter van het directiecomité of de regionale bestuurscomités kan een dubbel presentiegeld worden toegekend als dat niet al toegekend wordt op grond van het voorzitterschap in de raad van bestuur. Aan de overige leden van het directiecomité of de regionale bestuurscomités kan een dubbel presentiegeld worden toegekend onder dezelfde voorwaarden als vermeld in het eerste lid.

Aan de voorzitters en aan de eventuele vervangende leden die een uitvoerend mandaat bekleden bij de deelnemer op voordracht van wie zij zijn benoemd, kan uitsluitend een enkelvoudig presentiegeld worden toegekend. ».

Art. 3. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 7. Aan de voorzitter, zijn vervanger en de vereffenaars kunnen ten hoogste dezelfde presentiegelden worden toegekend als de presentiegelden die toegekend zijn aan de voorzitter en de leden van de raad van bestuur van dezelfde vereniging voor die vereniging in vereffening werd gesteld. ».